

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

**43<sup>e</sup>** séance plénièreMardi 05 novembre 2013, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Ashe ..... (Antigua-et-Barbuda)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Miculescu (Roumanie), Vice-Présidente, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 7 de l'ordre du jour (suite)****Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour****Projet de décision (A/68/L.9)**

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/68/L.9 intitulé « Débat général de la soixante-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale ». Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite l'adopter?

*Le projet de décision A/68/L.9/ est adopté (décision 68/512).*

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 7 de l'ordre du jour.

**Point 88 de l'ordre du jour****Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique****Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/68/324)****Projet de résolution (A/68/L.10)**

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
J'invite maintenant M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2012.

**M. Amano** (Agence internationale de l'énergie atomique) *(parle en anglais)* : L'accès aux sciences et à la technologie modernes est essentiel pour la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Aider les pays en développement à utiliser la technologie nucléaire dans des domaines tels que la santé, l'alimentation et l'agriculture et la gestion de l'eau est l'une des grandes priorités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En facilitant l'accès à la technologie nucléaire grâce à son programme de coopération technique, l'AIEA apporte une contribution sans pareille et durable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

De manière générale, l'AIEA consacre la majeure partie de ses dépenses en matière de coopération technique aux secteurs de la santé et de la nutrition. Nous avons coopéré avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies telles que l'Organisation

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-54796(F)



Document adapté

Merci de recycler



mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour assurer une mise en œuvre plus efficace de nos programmes. L'Agence met particulièrement l'accent sur la formation de professionnels qualifiés dans l'utilisation de la technologie nucléaire. Par ailleurs, nous avons de plus en plus recours aux outils d'apprentissage en ligne, qui sont efficaces sur le plan des coûts.

Le cancer atteint des proportions épidémiques dans les pays en développement, mais de nombreux pays n'ont pas les moyens d'y faire face. En fait, plusieurs dizaines de pays africains n'ont pas d'installations de radiothérapie du tout. Les cancers, qu'on arrive de mieux en mieux à traiter dans les pays développés, sont le plus souvent mortels dans les pays en développement. L'AIEA, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, apporte sa contribution en facilitant l'accès des pays en développement aux services de radiothérapie, de physique médicale, de médecine nucléaire et d'imagerie. Notre programme d'action en faveur de la cancérothérapie est, de l'avis des États membres, un programme phare de l'AIEA.

Cependant, nos efforts ne sont qu'une goutte d'eau dans un vaste océan de souffrances humaines. Le monde doit mobiliser de façon systématique ses ressources pour lutter contre le cancer. Il faut faire face à cette crise par une action internationale menée sur plusieurs fronts pour sensibiliser, mettre en place des centres de diagnostic et de traitement et former des professionnels de la santé.

Les mouches tsé-tsé infestent de vastes régions en Afrique. Elles transmettent une maladie parasitaire qui décime le bétail et propage la maladie du sommeil chez les êtres humains. L'AIEA travaille en étroite collaboration avec l'Union africaine pour contribuer à créer des zones exemptes de tsé-tsé, en utilisant la technique de l'insecte stérile et d'autres méthodes. La technique de l'insecte stérile est en substance une forme de contraception pour les mouches tsé-tsé. Les mâles, qui sont produits en masse dans des installations spéciales, sont stérilisés par irradiation. Ces mâles stériles sont ensuite relâchés dans les zones infestées, où ils s'accouplent avec des femelles en liberté, lesquelles femelles restent infécondes. À terme, cette technique peut permettre d'éradiquer des populations entières de mouches tsé-tsé, comme ce fut le cas à Zanzibar en 1999. Ces dernières années, des progrès importants ont été réalisés dans l'éradication des mouches tsé-tsé

en Éthiopie et au Sénégal en utilisant la technique de l'insecte stérile ainsi que des méthodes classiques.

En collaboration avec 13 pays africains de la région du Sahel, l'AIEA œuvre à atténuer les graves pénuries d'eau à l'origine de la crise humanitaire. Des systèmes aquifères souterrains contenant de l'eau douce sont situés de part et d'autre des frontières nationales dans la région. L'AIEA aide les pays à évaluer et à surveiller ces réserves communes d'eau douce en utilisant des techniques nucléaires et isotopiques. Les données ainsi recueillies permettent ensuite aux décideurs d'élaborer un plan stratégique de gestion de ces ressources vitales.

En réponse aux préoccupations des États membres face aux changements climatiques, le nouveau Centre de coordination de l'action internationale relative à l'acidification des océans a entamé ses activités cette année aux Laboratoires de l'environnement de l'AIEA, à Monaco. Le Centre vient compléter nos efforts en faveur d'une démarche globale pour l'étude, le suivi et la protection des écosystèmes marins, côtiers et terrestres. Le forum scientifique annuel de l'AIEA, qui s'est tenu en septembre, était intitulé « Planète bleue : les applications nucléaires pour un environnement marin durable ».

Il y a un an, j'avais informé l'Assemblée générale que je prévoyais de moderniser les huit laboratoires d'applications nucléaires de l'AIEA situés à proximité de Vienne. Ces laboratoires fournissent un travail indispensable pour aider au transfert des sciences et de la technologie nucléaires vers les pays en développement dans des domaines tels que la santé humaine et animale, la sécurité et la sûreté alimentaires, l'agriculture et la surveillance environnementale. Ma proposition a recueilli un ferme appui de la part des États membres, et nous espérons parachever ce processus de modernisation en 2017. Il s'agira d'une priorité de l'Agence au cours des quatre prochaines années.

La sûreté et la sécurité nucléaires font également partie des grandes priorités de l'AIEA. L'Agence continue d'aider le Japon à lutter contre les conséquences de l'accident de Fukushima Daiichi. La récente fuite d'eau contaminée nous rappelle clairement que cet accident continue d'avoir des répercussions. L'AIEA a recommandé au Japon de mettre en place un plan et des mécanismes efficaces de gestion à long terme des eaux contaminées. L'annonce par le Gouvernement japonais de l'élaboration d'une politique de lutte contre ce problème constitue une avancée non négligeable. Une

équipe de l'AIEA effectuera une mission de suivi au Japon d'ici à la fin de l'année.

La mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA, adopté à la Conférence générale de 2011, progresse à un rythme régulier. L'Agence a continué d'organiser des réunions d'experts internationaux consacrées à l'après-Fukushima, certaines séances ayant porté sur le déclassé et la dépollution après un accident nucléaire, et d'autres sur les facteurs humains et organisationnels dans le domaine de la sûreté nucléaire. Les États membres ont reconnu que l'AIEA joue un rôle central dans la promotion de la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire. Un rapport détaillé de l'AIEA sur l'accident de Fukushima Daiichi sera prêt en 2014.

En juin, une conférence ministérielle sur l'énergie nucléaire au XXI<sup>e</sup> s'est déroulée à Saint-Petersbourg, en Russie. L'un des messages clefs qui est ressorti de cette conférence est que pour de nombreux pays, l'énergie nucléaire jouera un rôle important dans la réalisation des objectifs de sécurité énergétique et de développement durable. L'AIEA joue un rôle inégalé pour aider les gouvernements, les exploitants et les organismes de réglementation à comprendre leurs obligations internationales et leurs responsabilités nationales en matière d'énergie nucléaire, mais aussi à adopter les normes internationales et les meilleures pratiques.

Les activités de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire continuent de se développer, conformément aux vœux des États membres. L'AIEA fournit une large gamme de services pour veiller à ce que les matières nucléaires et autres matières radioactives, ainsi que les installations nucléaires, soient correctement protégées. En juillet, nous avons accueilli une conférence internationale sur la sécurité nucléaire qui nous a permis de passer en revue les réalisations à ce jour et les approches en vigueur, mais aussi de définir les priorités pour l'avenir. Il s'agissait de la première conférence de ce type organisée au niveau ministériel. Ouverte à tous les États membres de l'AIEA, elle a été l'une des plus grandes conférences jamais organisées par l'Agence. Les ministres ont adopté une déclaration dans laquelle ils se sont fermement engagés à renforcer la sécurité nucléaire. Ils ont également réaffirmé le rôle central joué par l'AIEA dans le renforcement du cadre mondial de sécurité nucléaire. Au cours des années à venir, nous ferons fond sur la réussite de cette conférence pour veiller à ce que tous les États membres aient une compréhension commune de la menace que pose le

terrorisme nucléaire et des mesures qu'il convient de prendre pour y remédier.

Je continue d'encourager les pays à mener à bien une initiative importante dans le domaine de la sécurité nucléaire, à savoir la ratification de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Il aurait pour effet d'élargir la portée de la Convention à la protection des matières nucléaires lors de leur utilisation, leur entreposage et leur transport à l'échelle nationale et à la protection des installations nucléaires contre les actes de sabotage. Huit ans après son adoption, l'Amendement n'est toujours pas entré en vigueur. Je prie tous les États d'adhérer à l'Amendement, et j'espère qu'il entrera en vigueur dans un avenir proche.

Pour ce qui est de la vérification nucléaire, je suis en mesure d'informer l'Assemblée générale que des accords de garanties de l'AIEA sont désormais en vigueur dans 181 États. Cependant, 12 États non dotés d'armes nucléaires doivent encore honorer l'obligation qu'ils ont contractée en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de signer un accord de garanties généralisées avec l'Agence. Nous ne pouvons donc tirer aucune conclusion relative aux garanties pour ces États. Je demande instamment à tous les États qui sont dans ce cas de conclure des accords de garanties généralisées au plus vite.

J'ai le plaisir d'annoncer que le nombre d'États où un protocole additionnel et un accord de garanties généralisés sont en vigueur continue d'augmenter. On en compte désormais 121. Cette tendance est très encourageante parce que le protocole additionnel est un outil essentiel qui permet à l'Agence de fournir des assurances crédibles quant à l'absence de matières ou d'activités nucléaires non déclarées dans un pays donné.

L'AIEA s'emploie depuis plusieurs années à améliorer l'efficacité opérationnelle de ses laboratoires des garanties. La construction du nouveau bâtiment du Laboratoire des matières nucléaires a été achevée il y a quelques mois, selon le calendrier et le budget prévus. Il devrait être opérationnel d'ici à 18 mois, dotant ainsi l'Agence d'une capacité moderne d'analyse des échantillons nucléaires.

Je continue de rendre compte au Conseil des gouverneurs de l'AIEA de la mise en œuvre des accords de garanties dans trois pays en particulier : la République islamique d'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne.

L'Agence continue de vérifier le non-détournement des matières nucléaires déclarées par l'Iran en vertu de son accord de garanties. Cependant, nous ne sommes pas en mesure de donner des assurances crédibles quant à l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées. L'Agence ne peut donc conclure que toutes les matières nucléaires présentes en Iran sont affectées à des activités pacifiques.

La semaine dernière, une réunion productive s'est tenue à Vienne en vue de régler les problèmes passés et présents relatifs au programme nucléaire iranien. L'Iran a présenté une nouvelle proposition concernant des mesures concrètes, en tant que contribution constructive au renforcement de la coopération et du dialogue, en vue du règlement futur de toutes les questions en suspens. Suite aux discussions de fond, il a été décidé qu'une réunion serait organisée le 11 novembre à Téhéran afin de faire progresser cette coopération.

Je reste très préoccupé par le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Les déclarations de la République populaire démocratique de Corée concernant un troisième essai nucléaire et son intention de redémarrer ses installations nucléaires à Yongbyon, ainsi que ses précédentes déclarations sur les activités d'enrichissement d'uranium et la construction d'un réacteur à eau ordinaire, sont extrêmement regrettables. De telles actions constituent des violations flagrantes des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'Agence n'a pu procéder à aucune mesure de vérification en République populaire démocratique de Corée depuis avril 2009. J'appelle la République populaire démocratique de Corée à s'acquitter pleinement de ses obligations au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du TNP, et à coopérer pleinement et sans délai avec l'Agence.

En ce qui concerne la Syrie, l'Assemblée se souviendra qu'en mai 2011, j'avais signalé qu'il était très probable qu'un bâtiment détruit sur le site de Dair Alzour ait été un réacteur nucléaire qui aurait dû être déclaré à l'Agence. L'Agence n'a reçu aucune nouvelle information qui modifierait cette analyse. J'exhorte de nouveau la Syrie à coopérer pleinement avec l'Agence sur les questions non réglées relatives au site de Dair Alzour ainsi qu'à d'autres.

Le 8 décembre, cela fera 60 ans que le Président Eisenhower a prononcé son allocution historique sur « l'atome pour la paix » devant l'Assemblée générale (voir A/PV.470). Il avait alors proposé la création d'un office international de l'énergie atomique pour que

les matières fissiles servent à la réalisation des buts pacifiques que se propose l'humanité. Quatre ans plus tard, en 1957, l'AIEA entamait ses travaux à Vienne. Depuis, l'Agence s'est employée d'arrache-pied à faire profiter toutes les régions du monde des avantages des technologies nucléaires pacifiques et à prévenir la prolifération des armes nucléaires. Le monde a énormément changé depuis, mais le projet de l'atome pour la paix n'a rien perdu de sa pertinence. L'Agence a réussi à s'adapter aux changements et aux besoins en constante évolution des États membres.

Quand j'ai pris mes fonctions en décembre 2009, je me suis engagé à poursuivre les nombreux objectifs de l'Agence de façon équilibrée. Mon but était de veiller à ce que l'AIEA soit une organisation technique efficace et bien gérée, qui réponde à des normes éthiques élevées, obtienne des résultats concrets et change véritablement les choses pour ses États membres. Ce sera également mon objectif pour mon deuxième mandat de Directeur général. J'espère pouvoir continuer de travailler de manière constructive avec les États membres de l'Agence et les organisations partenaires au sein du système des Nations Unies, dans l'intérêt des peuples du monde entier.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** Je remercie le Directeur général d'avoir présenté le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam qui va présenter le projet de résolution A/68/L.10.

**M. Le Hoai Trung (Viet Nam):** Tout d'abord, je tiens à remercier M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour sa présentation du Rapport annuel de l'AIEA 2012 (voir A/68/324) qui détaille les réalisations et les défis de l'AIEA dans les années à venir. Le rapport illustre également le rôle indispensable de l'AIEA dans le développement et le transfert des technologies nucléaires à des fins pacifiques ainsi que ses contributions au renforcement du cadre mondial de sûreté nucléaire et de garanties de la non-prolifération des armes nucléaires.

En 2012, les activités de l'AIEA ont été renforcées dans les deux domaines de la technologie nucléaire et de l'application nucléaire. L'AIEA continue à jouer un rôle important dans la fourniture d'une assistance technique aux États membres qui souhaitent utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Jusqu'à présent, plus de 125 États membres ont efficacement profité des



programmes de l'AIEA pour l'analyse et la planification de leurs systèmes d'énergie nationaux. Grâce à ces programmes, les États membres peuvent répondre à leurs priorités nationales de développement dans les secteurs où les technologies nucléaires offrent des avantages par rapport à d'autres approches. Il est largement admis que le développement et l'application de technologies nucléaires sûres seraient des outils efficaces pour la communauté internationale dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que la promotion du développement durable dans la période post-2015.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

La sûreté et la sécurité nucléaires sont un autre pilier important du mandat de l'AIEA. L'AIEA a intensifié les efforts visant à promouvoir des plans et directives dans ce domaine, y compris la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire et l'élaboration des Fondements de la sécurité nucléaire qui proposent aux États membres des modèles techniques pour leurs propres cadres nationaux de sûreté et de sécurité nucléaires. L'Agence a également assuré le suivi de l'application de telles directives, notamment par des activités d'information utiles aux niveaux régional et national. L'AIEA étant une organisation internationale sans pareille dotée d'une expertise très précise dans tous les aspects des technologies nucléaires, nous ne doutons pas qu'elle continuera de jouer un rôle de chef de file dans la construction d'un avenir nucléaire plus sûr pour le monde.

Dans le cadre des responsabilités qui reviennent au Viet Nam en tant que Président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, j'ai aujourd'hui le plaisir de présenter, au titre du point 88 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le projet de résolution intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique » (A/68/L.10), au nom des 72 coauteurs listés dans le document à l'examen, y compris mon pays, le Viet Nam. Les quelques mises à jour apportées par rapport au texte de l'année dernière sont d'ordre technique, et concernent les dates et la liste des résolutions et décisions pertinentes que la Conférence générale de l'Agence a adoptées à sa cinquante-septième session ordinaire, tenue du 16 au 20 septembre 2013. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée se félicite de la nouvelle nomination de M. Yukiya Amano au poste de Directeur général de l'Agence pour un mandat prenant fin le 30 novembre 2017, nomination pour laquelle je lui adresse mes chaleureuses félicitations.

Comme l'année dernière, dans ce texte, l'Assemblée prend note avec satisfaction du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/68/324). Elle prend également note des résolutions adoptées par la Conférence générale de l'Agence et réaffirme qu'elle appuie fermement l'Agence pour le rôle irremplaçable qu'elle joue en encourageant et en facilitant la mise au point et l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que dans les domaines du transfert de technologies aux pays en développement et de la sûreté, de la vérification et de la sécurité nucléaires. Elle demande également aux États Membres de continuer à soutenir les activités de l'Agence.

Le libellé du projet de résolution que je viens de mentionner a été établi par consensus après les consultations tenues à Vienne et à New York le 9 et le 18 octobre, respectivement. À cet égard, je tiens à remercier très vivement les États Membres d'avoir établi des relations constructives pendant la durée des consultations.

Je sou mets ce texte à l'examen de l'Assemblée générale. J'espère sincèrement que, comme cela a été le cas l'année dernière, le projet de résolution sera adopté par consensus. D'autres pays peuvent encore s'en porter coauteurs.

**M. Sinha** (Inde) *(parle en anglais)* : Au nom de ma délégation, je remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour sa présentation du rapport annuel de l'Agence pour l'année 2012 (voir A/68/324).

Lorsqu'un pays décide de la teneur de son bouquet énergétique, l'augmentation de la demande d'énergie mondiale, les préoccupations relatives aux changements climatiques, l'instabilité des cours des combustibles fossiles et la sécurité de l'approvisionnement énergétique constituent des facteurs essentiels. L'énergie nucléaire reste une option importante, non seulement pour les pays qui ont déjà des programmes nucléaires, mais aussi pour les pays en développement dont les besoins énergétiques croissent.

Depuis l'année dernière, il y eu deux réunions importantes portant sur l'énergie nucléaire : la Conférence ministérielle de Fukushima, tenue au Japon du 15 au 17 décembre 2012, et la Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire pour le XXI<sup>e</sup> siècle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a eu lieu dans la Fédération de Russie

du 27 au 29 juin 2013. Ces réunions ont toutes deux souligné la place de l'énergie nucléaire dans le bouquet énergétique de divers pays et dans leurs efforts visant à réaliser la sécurité énergétique et le développement durable au XXI<sup>e</sup> siècle pour leurs populations respectives. Nous notons que les prévisions de l'Agence indiquent une augmentation considérable de l'utilisation mondiale de l'énergie nucléaire, qui devrait se situer entre 17 et 94 % d'ici à 2030.

À la suite de l'accident de Fukushima, le monde a réclamé un renforcement de la sûreté nucléaire, tandis que les États membres de l'AIEA réévaluaient la sûreté des centrales nucléaires en activité. Si les résultats de ces évaluations sont sans doute appelés à être affinés selon que de besoin à la lumière des nouvelles informations qui pourraient se faire jour à l'avenir, nous notons avec satisfaction que la communauté nucléaire mondiale a fait en 2012 des progrès notables dans le renforcement de la sûreté nucléaire. La plupart des États membres ayant des centrales nucléaires actives ont entrepris et globalement complété une réévaluation de la sûreté, et nombre d'entre eux ont mis en place des mesures de sûreté additionnelles, dont l'atténuation des pertes de réseau et la construction de murs de protection plus élevés. Nous sommes très satisfaits que les données sur les dispositifs de sécurité des 437 centrales nucléaires en fonctionnement indiquent que le niveau de sûreté opérationnelle est resté élevé.

L'Inde est déterminée à appliquer les normes de sécurité les plus strictes pour ses centrales nucléaires et dans ses installations connexes du cycle du combustible. L'Inde continuera d'être membre du secrétariat de l'AIEA et l'aidera à améliorer la sûreté nucléaire par le biais d'un ensemble de mesures énoncées dans le Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA. Nous croyons que l'AIEA doit prendre toutes les mesures nécessaires pour rassurer le public et les États membres quant à la sûreté des centrales nucléaires, grâce notamment aux avancées réalisées en matière de conception et de technologie. À cet égard, nous tenons à remercier le Directeur général de l'AIEA de la visite qu'il a effectuée en Inde en mars 2013, au cours de laquelle il s'est félicité des améliorations apportées à la sûreté des réacteurs 1 et 2 de Tarapur. Nous souhaitons également encourager l'AIEA à faire des efforts concertés pour garantir la libre circulation entre les États membres des informations, des technologies et des équipements les plus récents relatifs à la sûreté nucléaire.

Le programme nucléaire indien est orienté vers l'optimisation du potentiel énergétique offert par les ressources en uranium disponibles et l'exploitation des vastes réserves de thorium. Nous pensons que les ressources en uranium disponibles dans le monde ne permettront pas de maintenir durablement l'expansion envisagée de l'énergie nucléaire à moins d'adopter l'approche du cycle du combustible fermé et, par la suite, du cycle du combustible thorium.

Grâce à ses excellentes propriétés physiques et nucléaires, le thorium est, généralement et à juste titre, considéré comme le combustible du futur. L'Inde continue activement de mettre au point des technologies basées sur le cycle du combustible thorium à des fins de démonstration pour son programme avancé de réacteur à l'eau lourde. Les cycles du combustible et les technologies faisant appel au thorium offrent la possibilité de renforcer les systèmes de sécurité passive, d'utiliser les ressources naturelles plus vastes de thorium et de résister de manière inhérente à la prolifération. Une collaboration internationale sous l'égide de l'AIEA favoriserait la création d'une base de ressources bien plus vaste pour la mise au point de la future technologie nucléaire sur cette voie.

L'Inde est résolue à utiliser les avantages que présente l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, tout en accordant la plus haute priorité à la sûreté et à la sécurité nucléaires. L'Inde devra accroître rapidement sa production d'énergie pour répondre à ses besoins énergétiques croissants afin d'atteindre ses objectifs de développement. Les ressources énergétiques dont nous disposons nous imposent d'envisager toutes les options énergétiques. À l'heure actuelle, il y a en Inde 21 centrales nucléaires en fonctionnement. La construction de quatre réacteurs à eau lourde pressurisée de 700 MW est en cours sur les sites de Kakrapar et de Rawatbhata.

L'Inde a construit deux centrales nucléaires alimentées par le réacteur de puissance à caloporteur et modérateur eau, de 1 000 MW chacune, à Kudankutam dans le Tamil Nadu, avec la coopération de la Fédération de Russie. L'Inde est également en train de construire un prototype de surgénérateur à neutrons rapides de 500 MW à Kalpakkam.

L'Équipe d'examen de la sûreté d'exploitation de l'Agence a effectué en novembre 2012 sa première mission en Inde pour les unités 3 et 4 de la Station d'énergie atomique du Rajasthan. La mission a été menée sur la base des modules révisés grâce aux enseignements

tirés de l'accident nucléaire de Fukushima. La mission a pris note de la culture solide de sûreté en vigueur dans la centrale nucléaire et dans de nombreuses pratiques. Une mission de suivi a déjà été conviée; elle aura lieu au début de 2014. Le Service intégré d'examen de la réglementation de l'AIEA va être invité à entreprendre un examen de notre système de réglementation, et l'Inde demandera à l'Agence d'entreprendre cette mission.

L'Inde est associée au Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire depuis ses débuts et a contribué à son progrès. Nous appuyons également sans réserve les autres activités menées par l'AIEA pour stimuler l'innovation en matière d'énergie nucléaire par l'intermédiaire de groupes de travail techniques sur les différentes technologies des réacteurs, les réacteurs de faible et moyenne puissance et les applications non électriques.

L'énergie nucléaire a un rôle crucial à jouer dans la réalisation par l'Inde de ses objectifs de croissance économique durable. En même temps, l'Inde prend une part importante au développement de technologies nucléaires dans divers domaines qui vont au-delà de l'énergie nucléaire. Elles incluent la production d'isotopes pour l'amélioration des variétés de récoltes, la protection des récoltes et les technologies post-récoltes; la production de radio-isotopes à des fins diagnostiques et thérapeutiques en matière de soins de santé; et les technologies pour l'eau potable et l'industrie, entre autres choses.

L'Inde accorde une grande importance au travail de l'AIEA dans le domaine des sciences nucléaires. Nous contribuons à ces activités en participant à des réunions techniques et à des projets de recherche coordonnés, et en appuyant les programmes de l'Agence sur la fusion nucléaire.

Le programme et les réalisations de l'Agence dans le domaine des applications nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture, la santé humaine et la nutrition, la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement et l'industrie contribuent de manière précieuse à satisfaire les besoins des pays en développement. L'Inde apprécie grandement les efforts de l'AIEA en matière de traitement du cancer, en particulier le Programme d'action en faveur de la cancérothérapie. Nous continuerons d'appuyer les activités de l'Agence dans ces domaines, y compris en proposant les services de nos experts et en formant des chercheurs dans les établissements réputés de notre pays.

Il est largement reconnu que la menace du terrorisme nucléaire est l'un des défis pressants auxquels la communauté internationale est confrontée. La prise de mesures responsables au plan national et la mise en place d'une coopération internationale efficace sont donc nécessaires pour renforcer la sécurité nucléaire, afin d'éviter que des matières nucléaires vulnérables ne tombent entre les mains d'acteurs non étatiques. L'Inde a toujours appuyé le rôle important que joue l'AIEA afin de faciliter les efforts nationaux visant à renforcer la sécurité nucléaire et de favoriser une coopération internationale efficace.

Au Sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenu à Séoul en avril 2012, l'Inde a réaffirmé sa volonté de soutenir les activités de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire, et annoncé une contribution d'1 million de dollars au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA. Nous avons tenu notre promesse. Un accord de collaboration a été signé avec le secrétariat et est actuellement mis en œuvre. L'Inde est membre du Groupe consultatif sur la sécurité nucléaire mis en place par le Directeur général et du Comité des orientations sur la sûreté nucléaire, et elle contribue à l'élaboration des documents relatifs à ces questions. L'Inde remercie le Directeur général d'avoir organisé la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire : intensification des efforts mondiaux, à laquelle notre délégation était conduite par notre ministre d'État attaché au Cabinet du Premier Ministre. L'adhésion universelle à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et l'entrée en vigueur rapide de son amendement de 2005 permettront de renforcer notablement les efforts internationaux dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Sur ces considérations, nous prenons note du rapport annuel de l'AIEA pour l'année 2012 (voir A/68/324). L'Inde soutient le travail de l'AIEA et s'est portée coauteur du projet de résolution A/68/L.10.

**M. Fananie** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Ma délégation se félicite de vous voir présider cette importante séance, Madame. Nous sommes convaincus que, sous votre direction, elle aboutira à des résultats fructueux.

Ma délégation tient à remercier sincèrement le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de la préparation du rapport complet de l'Agence pour 2012 (voir A/68/324), ainsi que de sa déclaration, qui contenait des informations supplémentaires sur les principaux faits nouveaux

intervenues dans les activités de l'Agence au cours de l'année 2013. Nous saisissons également cette occasion pour adresser nos plus chaleureuses félicitations à l'Ambassadeur Yukiya Amano pour sa récente reconduction au poste de Directeur général pour la période 2013-2017. Nous sommes convaincus que sous sa direction compétente et habile, l'Agence contribuera à promouvoir l'utilisation de l'énergie et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à travailler en étroite collaboration avec l'Ambassadeur Amano et de renforcer la coopération qui existe entre l'Indonésie et l'Agence, et présentons au Directeur général tous nos vœux de succès.

L'AIEA a un rôle important à jouer pour ce qui est de faciliter et de promouvoir l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques, en particulier dans les régions du monde en développement. La technologie nucléaire est un outil précieux pour traiter nombre des aspects des programmes nationaux de développement de l'Indonésie, en particulier dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau, de la protection de l'environnement et de l'industrie. Pour ne citer que quelques-unes de ces utilisations, l'Indonésie s'est servie de la mutation radio-induite et d'autres techniques nucléaires et isotopiques pour améliorer la qualité et la productivité des cultures, contribuant ainsi à garantir la sécurité alimentaire et à améliorer les moyens de subsistance de la population. Nous sommes également en train d'accroître l'utilisation des technologies d'irradiation dans les mesures sanitaires et phytosanitaires appliquées aux produits agricoles.

Nous restons convaincus de l'utilité des technologies nucléaires et des synergies que permet la coopération internationale dans le domaine nucléaire, et de l'extrême importance du travail de l'AIEA à cet égard. L'Indonésie se félicite des diverses activités que mène l'Agence pour appliquer la technologie nucléaire à la sécurité alimentaire et à l'agriculture, à la prévention et au contrôle des maladies, à la gestion des ressources en eau et de l'environnement, et à la production de radio-isotopes et à la technologie des rayonnements.

Notre pays doit faire face à une hausse inévitable de la demande énergétique, étant donné la croissance de notre secteur industriel. À cet égard, l'Indonésie est résolue à tirer parti de l'énergie nucléaire dans le cadre d'une politique sur le bouquet énergétique national destiné à assurer son approvisionnement en énergie.

Elle a l'intention de construire des centrales nucléaires à cette fin. Nous saluons les progrès réalisés dans les activités de l'Agence en matière de développement de l'énergie nucléaire, et nous nous félicitons de l'assistance fournie aux États membres qui veulent lancer ou étendre leur programme d'énergie nucléaire. Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'AIEA de fournir à l'Indonésie une assistance technique en matière de développement des infrastructures dans ce domaine, une étape importante dans le processus de construction de centrales nucléaires.

Nous continuons de penser que le Département de la coopération technique de l'AIEA joue un rôle indispensable en tant que principal moyen pour l'Agence de s'acquitter de son mandat de promotion des utilisations de la technologie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier dans le monde en développement. Nous pensons que nous devons tous continuer de soutenir les ressources de coopération technique de l'AIEA. Veiller à ce que la science et la technologie nucléaires soient utilisées exclusivement à des fins pacifiques constitue une fonction statutaire de l'AIEA. Nous apprécions les activités qu'elle mène pour vérifier que les États se conforment pleinement à leurs obligations en matière de non-prolifération et confirmer que les matières nucléaires sont utilisées à des fins pacifiques. Nous sommes convaincus que les garanties de l'Agence ont contribué à améliorer la sécurité collective et à créer un environnement propice à la coopération nucléaire.

Concernant les fonctions de l'Agence dans le domaine de la sûreté nucléaire, l'Indonésie se félicite des travaux relatifs à l'établissement de normes de sécurité. Nous estimons que l'AIEA joue un rôle central dans la promotion de la coopération internationale, la coordination des efforts internationaux destinés à renforcer la sûreté nucléaire dans le monde, et la fourniture de savoir-faire et de conseils dans ce domaine. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA. Bien que la responsabilité première de la sûreté nucléaire incombe à chaque État, nous pensons que le rôle de l'AIEA consistant à garantir la sûreté de toutes les activités nucléaires de par le monde doit être amélioré et renforcé autant que le permettent ses statuts.

S'agissant des activités de l'Agence dans le domaine de la sécurité nucléaire, nous sommes d'avis que, si la responsabilité de veiller à la sécurité nucléaire au sein d'un État incombe principalement au Gouvernement dudit État, la coopération et la



coordination internationales sont cruciales pour garantir la sécurité nucléaire dans le monde entier, et l'AIEA a un rôle central à jouer à cet effet. Nous nous félicitons que l'Agence ait aidé plusieurs pays à réduire le risque que des terroristes obtiennent des matières nucléaires ou radioactives, et à prévenir le sabotage d'installations nucléaires.

Pour terminer, les activités de l'AIEA ont énormément contribué à renforcer la prospérité, la sécurité et la sûreté dans le monde. Nous estimons donc qu'il est nécessaire que l'AIEA continue de bénéficier d'un appui solide de notre part pour s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé dans le Statut de l'Agence. À la lumière de ce qui précède, ma délégation appuie le projet de résolution publié sous la cote A/68/L.10.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Mayr-Harting** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, l'Islande, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie souscrivent à la présente déclaration.

Nous sommes heureux d'appuyer le projet de résolution A/68/L.10, concernant le rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) (voir A/68/324), qui réaffirme une fois encore le rôle irremplaçable que joue l'Agence en matière de non-prolifération des armes nucléaires, en facilitant la mise au point et l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que dans les domaines du transfert de technologies et de la sûreté, de la vérification et de la sécurité nucléaires.

L'Union européenne est attachée à une action multilatérale efficace contre la prolifération des armes de destruction massive et accorde la plus grande importance à l'universalisation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. En outre, l'Union européenne participe activement aux initiatives mondiales visant à assurer une sécurité plus grande pour tous et à créer les conditions permettant de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, conformément aux objectifs du Traité, de façon à promouvoir la stabilité internationale, en se fondant sur

le principe d'une sécurité non diminuée pour tous. Nous insistons sur l'importance vitale de la non-prolifération pour atteindre ces objectifs.

L'Union européenne appuie pleinement le plan d'action adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, et tient à réaffirmer l'engagement qu'elle a pris dans la Déclaration de Barcelone en 1995, en faveur de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. Nous regrettons de ce fait que la conférence sur l'établissement de ladite zone, qui devait être organisée en 2012, ait été reportée. L'Union européenne appuie pleinement les préparatifs en cours pour garantir le succès de cette conférence, et en particulier les inlassables efforts déployés par le Facilitateur, l'Ambassadeur Laajava de Finlande. L'Union européenne appelle tous les États de la région à ouvrir d'urgence un dialogue actif avec le Facilitateur et les organisateurs, afin que la conférence puisse avoir lieu le plus tôt possible, sur la base des modalités convenues librement par les États de la région.

La Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 a réaffirmé le rôle de l'AIEA, chargée de vérifier et d'assurer le respect par les États de leurs obligations en matière de garanties, et a insisté sur le fait qu'il convenait de régler tous les cas de non-respect, et qu'il était important que les États parties réagissent de manière effective et résolue face à de tels cas. L'Union européenne est profondément préoccupée de ce que le régime de non-prolifération soit durablement et gravement remis en cause par la République islamique d'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne. L'Union européenne tient à insister une fois encore sur le fait que le Conseil de sécurité, qui assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, est chargé de prendre les mesures qui s'imposent en cas de non-respect des obligations au titre du TNP, notamment des accords de garanties.

Le système de garanties de l'Agence constitue un élément essentiel du régime de non-prolifération nucléaire et joue un rôle indispensable dans l'application du TNP. Les dispositions contenues dans le Modèle de protocole additionnel font partie intégrante du système de garanties de l'AIEA et les accords de garanties généralisées, de même que les protocoles additionnels, forment la norme de vérification actuelle de l'AIEA. L'Union européenne appelle à

leur universalisation sans délai. Dès le départ, l'Union européenne a été très favorable à ce que les garanties évoluent vers le concept de contrôle au niveau de l'État, à ce qu'elles soient davantage axées sur les objectifs à atteindre et à ce qu'elles tiennent compte de tous les renseignements pertinents concernant chaque État. L'Agence pourra ainsi concentrer ses travaux sur les zones les plus importantes en matière de garanties et sur celles qui suscitent le plus de préoccupations s'agissant du détournement des matières nucléaires. En outre, l'Union européenne remercie les États membres de l'AIEA du large appui qu'ils ont accordé à la résolution de la Conférence générale de l'AIEA, parrainée par l'Union européenne et récemment adoptée, sur le renforcement de l'efficacité et l'amélioration de l'efficacité du système des garanties de l'Agence.

L'Union européenne attache une grande importance à l'application et à l'amélioration constante des normes les plus élevées en matière de sûreté nucléaire au sein de l'Union européenne et au niveau international. À cet égard, l'Union européenne et ses États membres appellent tous les États membres de l'AIEA qui ne l'ont pas encore fait à devenir sans tarder parties contractantes à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, et à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. De plus, nous encourageons les États membres de l'AIEA à appliquer le Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire, et notamment à recourir à tous les services pertinents d'évaluation par les pairs fournis par l'AIEA pour améliorer la sûreté nucléaire. À cet égard, un mémorandum d'accord portant sur un partenariat en matière de coopération dans le domaine de la sûreté nucléaire a été signé pendant la Conférence générale de l'AIEA, le 17 septembre, par le Directeur général de l'AIEA, M. Yukiya Amano, et le Commissaire européen à l'énergie, M. Günther Oettinger.

Dans le contexte de sa stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive, l'Union européenne appuie activement les résolutions 1540 (2004) et 1887 (2009) du Conseil de sécurité, ainsi que plusieurs autres initiatives internationales, telles que le Partenariat mondial du Groupe des Huit contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, l'Initiative de sécurité contre la prolifération, l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et l'Initiative mondiale de

réduction de la menace nucléaire. Les sommets sur la sécurité nucléaire ont effectué un important travail de préparation pour renforcer la sécurité nucléaire, réduire la menace du terrorisme nucléaire et sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables dans les années à venir.

Renforcer la sécurité nucléaire exige des efforts constants, une réelle volonté politique et une coordination mondiale, et l'Union européenne reste attachée à ces objectifs. Sur les 260 millions d'euros consacrés à la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires dans le monde, plus de 100 millions d'euros ont été alloués à l'initiative de l'Union européenne concernant les centres d'excellence régionaux pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

L'Union européenne appuie avec force les activités menées par l'AIEA en matière de sécurité nucléaire et a été heureuse de participer, en tant qu'organisation coopératrice, à la Conférence internationale de l'Agence sur la sécurité nucléaire : intensification des efforts mondiaux, qui s'est tenue en juillet. L'Union européenne est l'un des principaux donateurs au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA, ses contributions s'élevant à 30 millions d'euros à ce jour, en sus des contributions volontaires, en espèces et en nature, faites à titre individuel par certains de ses États membres, dont quelque 100 pays ont bénéficié. Nous continuerons d'apporter un tel appui. Le mois dernier, l'Union européenne a décidé d'appuyer une nouvelle fois le Fonds avec un versement supplémentaire de plus de 8 millions d'euros.

Une protection physique efficace est de la plus haute importance pour empêcher que des matières nucléaires ne se retrouvent entre les mains de terroristes et pour protéger les installations nucléaires contre une utilisation non autorisée et des actes malveillants. L'Union européenne exhorte par conséquent tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à l'amendement qui y a été apporté en 2005.

Enfin, l'Union européenne attache la plus grande importance au programme de coopération technique de l'Agence et au rôle que joue cette dernière dans le développement responsable des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Union européenne appuie à la fois l'AIEA et les pays tiers dans leur coopération avec l'Agence dans ce domaine au moyen d'un montant total d'environ 150 millions d'euros par an. Pour encourager encore davantage les utilisations

pacifiques de l'énergie nucléaire, l'Union européenne a consacré environ 560 millions d'euros au cours de la période 2007-2013 à la promotion de la sûreté nucléaire, à la protection contre les rayonnements et à l'application de mesures efficaces de protection des matières nucléaires dans les pays tiers.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La délégation russe sait gré au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, de sa présentation du rapport de l'Agence pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 (voir A/68/324).

La Russie partage entièrement l'évaluation satisfaisante qui en est faite du travail de l'Agence. Nous formons l'espoir que l'AIEA continuera de redoubler d'efforts en vue d'élargir la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de renforcer le régime international de non-prolifération.

La récente Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle, qui s'est tenue en juin à Saint-Petersbourg, s'est achevée par l'adoption d'un document final de haute facture traçant la voie à suivre par les États membres de l'AIEA et par le secrétariat, pour ce qui est du développement de l'énergie nucléaire. Nous sommes ravis que la Conférence ait abouti à la conclusion que, pour de nombreux États, l'énergie nucléaire est une technologie propre, sûre, économique et éprouvée qui peut être appelée à jouer un rôle important pour garantir la sécurité énergétique et le développement durable.

La Russie participe activement aux activités de l'AIEA en tant que bailleur de fonds, notamment au moyen de contributions volontaires au Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaires innovants et au Fonds pour la sécurité nucléaire. Nous appuyons pleinement l'action menée par l'Agence dans le domaine de la coopération technique et pour fournir une assistance appropriée aux États en développement.

L'AIEA joue un rôle fondamental dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires. Son mécanisme de vérification inédit lui permet, de façon très efficace, de contrôler le respect par les États de leurs obligations en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Notre pays a toujours été un défenseur du renforcement des fonctions de surveillance de l'Agence, notamment en plaidant

en faveur de l'adoption d'un protocole additionnel à l'accord de garanties de l'AIEA en tant que norme universellement reconnue de vérification du respect des obligations en matière de non-prolifération. Une approche impartiale de la vérification nucléaire fondée sur des indicateurs objectifs est un élément primordial pour préserver la légitimité du système de garanties de l'AIEA, dans les domaines de la coopération technique et de la fourniture d'une assistance appropriée aux États en développement.

Dans le contexte du développement à grande échelle de l'énergie nucléaire, la Fédération de Russie attache une attention prioritaire à des questions telles que la mise en place d'un nouveau dispositif de coopération sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, fondé sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, la prestation garantie de services liés au cycle du combustible nucléaire, et la définition de solutions au problème de la gestion du combustible nucléaire usé et des déchets radioactifs. Sur la base de ces priorités, la Russie a lancé une initiative en faveur de la mise en place d'une infrastructure mondiale de l'énergie nucléaire et de la création de centres internationaux pour la fourniture de services relatifs au cycle du combustible nucléaire.

Nous notons avec satisfaction que notre initiative s'est avérée à la fois opportune et utile. Nous avons ouvert dans ce cadre, de concert avec le Kazakhstan, l'Ukraine et l'Arménie, un centre international d'enrichissement de l'uranium en Russie, où tous les États qui veulent produire de l'énergie nucléaire et qui se conforment à leurs obligations en matière de non-prolifération sont les bienvenus.

Une autre avancée importante vers la mise en place d'une infrastructure mondiale de l'énergie nucléaire a été la création en Russie d'une banque d'uranium faiblement enrichi, dont les réserves sont garanties et qui est gérée par l'AIEA. Cette banque est pleinement opérationnelle et peut être utilisée par les États membres de l'Agence qui remplissent leurs obligations de non-prolifération.

Le principal enseignement de l'accident de la centrale nucléaire Fukushima I est que la sûreté passe avant toute autre considération, et cela la communauté internationale l'a bien compris. Pour éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise, il est nécessaire d'améliorer le cadre juridique international et les aspects technologiques et organisationnels de la sûreté nucléaire. À cet effet, la Russie a formulé plusieurs

propositions importantes pour remédier aux lacunes existantes dans les documents juridiques internationaux pertinents. Je pense ici aux annexes à la Convention sur la sûreté nucléaire et à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire. En outre, la Fédération de Russie a proposé des améliorations dans les normes de l'AIEA en matière de sûreté, et nous espérons que la mise en œuvre de ces initiatives recueillera un large appui.

Nous appuyons le rôle de chef de file de l'Agence s'agissant de favoriser la coopération entre les États et l'échange des expériences en matière de sûreté nucléaire, notamment pour contrer le risque de terrorisme nucléaire ou radiologique. La conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire qui s'est tenue à Vienne l'été dernier a permis de définir des indicateurs précis pour la poursuite des travaux et a réaffirmé le principe de la responsabilité première de l'Agence dans ce domaine. Les documents clefs sur lesquels repose le principe de la protection physique des matières nucléaires dans le monde sont la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et ses amendements, notamment la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. La Russie a signé et ratifié ces documents. Nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à accélérer le parachèvement des procédures internes d'adhésion à ces importants instruments internationaux.

La délégation russe appuie le projet de résolution A/68/L.10 sur le rapport de l'AIEA, dont elle s'est portée coauteur en raison de l'importance du travail qu'effectue l'Agence pour garantir la fiabilité de l'approvisionnement en énergie et renforcer le régime de non-prolifération nucléaire.

**M. De Aguiar Patriota** (Brésil) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier la délégation vietnamienne d'avoir présenté le projet de résolution A/68/L.10 sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (voir A/68/324), dont le Brésil se félicite d'être coauteur. La délégation brésilienne souhaite en outre la bienvenue au Directeur général de l'AIEA, M. Yukiya Amano, et tient à le remercier d'avoir présenté le rapport annuel de l'AIEA pour 2012 et fourni une mise à jour sur les activités de l'Agence.

Le Brésil attache la plus haute importance à toutes les activités menées par l'AIEA. Aujourd'hui, toutefois, j'axerai mes observations sur les discussions en cours relatives à la définition et à l'application du concept de contrôle au niveau de l'État, ainsi que sur

les résultats de la cinquante-septième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, en particulier ses résolutions concernant les garanties.

Le Brésil a toujours appuyé l'action menée par l'AIEA pour promouvoir des garanties plus efficaces et efficientes, dans le strict respect des accords pertinents signés entre l'Agence et ses États membres et compte tenu de la nécessaire distinction à établir entre accords juridiques et engagements pris volontairement, tel le protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées.

En 2012, à la Conférence générale de l'AIEA, mon pays, de concert avec d'autres, a demandé au secrétariat de préparer un rapport sur les nouvelles approches adoptées en matière d'application des garanties dans le cadre de ce qu'on appelle le concept de contrôle au niveau de l'État.

Le rapport sur l'application des garanties soumis par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA en septembre a semblé plutôt maigre et n'a pas répondu à toutes nos demandes d'information et d'éclaircissement concernant plusieurs aspects relatifs à l'application de ce concept. Il a aussi envoyé des signaux ambigus pour ce qui est de l'application prétendument non discriminatoire des garanties à l'ensemble des États membres. Suite à un premier échange de vues infructueux entre le Conseil et le secrétariat, nous considérons que la décision du Directeur général de préparer un rapport complémentaire est un pas dans la bonne direction. Nous espérons que le rapport complémentaire du Directeur général sera distribué dès que possible et suffisamment tôt pour que les États membres puissent l'étudier avec soin aux fins d'examen et de suite à donner par le Conseil des gouverneurs à la prochaine session de juin.

Au moment de la présentation du premier rapport sur la méthode de contrôle au niveau de l'État, nous avons exprimé nos préoccupations quant au fait que cette méthode pouvait utiliser des informations sensibles, y compris celles émanant de sources publiques et de tierces parties, aux fins de l'application des garanties. En outre, nous estimons qu'il convient de mener un débat plus large sur le traitement de ces informations. Il est grand temps que l'Agence revoie les règles et procédures en vigueur afin d'assurer la protection des informations, ainsi que leur utilisation sûre, crédible et impartiale, et garantisse la responsabilité de son secrétariat devant les États Membres à cet égard. Les pratiques datant du milieu des années 90 ne sont plus de mise dans un monde où les progrès dans le secteur



des communications et des cybertechnologies facilitent l'accès aux informations commerciales et technologiques ainsi que leur manipulation et fabrication, et donnent lieu à des atteintes fréquentes aux données et à la vie privées des citoyens.

Nous notons avec regret la persistance de déséquilibres et d'une politique de deux poids deux mesures dans le régime de non-prolifération nucléaire. Étant le mécanisme principal chargé de la mise en œuvre de ce régime, l'AIEA doit s'aligner sur les autres initiatives internationales afin de promouvoir la mise en œuvre équitable et intégrale des objectifs de non-prolifération nucléaire et de désarmement nucléaire qui se renforcent mutuellement.

À cet égard, je voudrais souligner l'importance de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire (voir A/68/PV.11) qui s'est tenue il y a quelques semaines et de la deuxième Conférence sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, qui doit se tenir au Mexique en février prochain. Nous attendons avec intérêt de recevoir les conclusions de ces réunions et d'examiner leurs incidences sur les travaux de l'Agence.

Nous nous félicitons également de la résolution sur les garanties adoptée par la cinquante-septième Conférence générale, qui rappelle le Statut de l'AIEA et en particulier l'article III.B.1, qui stipule que dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence agit selon les buts et principes adoptés par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel.

Le Brésil relève la référence opportune dans cette résolution au fait que la mesure 30 du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 a appelé à appliquer plus largement les garanties aux installations nucléaires pacifiques dans les États dotés d'armes nucléaires, dans le cadre des accords de soumission volontaire pertinents. La mesure 30 a également souligné que des garanties intégrales et des protocoles additionnels devraient être universellement appliqués une fois que les armes nucléaires auront été totalement éliminées.

**M. Wang Min** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise accueille avec satisfaction le rapport de M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur les travaux de l'Agence (voir A/68/324).

Au cours de l'année écoulée, l'Agence s'est acquittée consciencieusement de ses fonctions dans le

cadre de son mandat statutaire et a obtenu des réalisations importantes dans des domaines tels que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, la non-prolifération nucléaire et la sûreté et la sécurité nucléaires. L'Agence a organisé deux conférences ministérielles internationales sur le développement de l'énergie nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle et sur la sécurité nucléaire, qui ont donné une forte impulsion aux efforts internationaux en la matière. Dans le même temps, l'Agence a continué de s'attacher à améliorer l'efficacité et l'efficacité des garanties et à promouvoir un règlement approprié des dossiers régionaux sensibles. L'action de l'AIEA a été saluée par tous ses États membres.

L'accident nucléaire survenu à Fukushima il y a deux ans a poussé la communauté internationale à réfléchir au développement de l'énergie nucléaire. Cet accident a sonné l'alarme en ce qui concerne la sûreté nucléaire. Nous sommes préoccupés par les informations récentes faisant état de fuites d'eau dans la centrale nucléaire de Fukushima. La Chine suit de près les mesures que le Japon doit prendre à cet égard. Nous exhortons le Japon à ne ménager aucun effort pour réduire au minimum les conséquences ultérieures de l'accident et communiquer des informations complètes et précises à la communauté internationale, et ce, en temps opportun.

Étant donné que la Chine consomme beaucoup d'énergie, son gouvernement appuie résolument le développement de l'énergie nucléaire. Dans le même temps, la Chine a toujours défendu le principe de la sûreté d'abord et attache une grande importance au renforcement de la sûreté nucléaire et à l'amélioration des interventions d'urgence. La Chine n'a cessé d'améliorer ses lois et règlements en la matière, et a intensifié le développement des infrastructures pertinentes et mis en place un système de surveillance et un cadre de réglementation rigoureux dans le domaine de la sûreté nucléaire. Par ailleurs, la Chine participe activement à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire. La construction d'un centre d'excellence en matière de sûreté nucléaire à Beijing se poursuit à bon rythme. Il fera office de centre de formation et d'échange d'informations pour l'Asie et le Pacifique. La Chine a fait plusieurs contributions financières au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA. La Chine est disposée à fournir une aide par l'entremise de l'AIEA aux pays qui souhaitent convertir l'uranium hautement enrichi en uranium faiblement enrichi dans leurs réacteurs de recherche.

La Chine a toujours activement appuyé les efforts que déploie l'AIEA pour s'acquitter pleinement et efficacement de ses fonctions prévues dans son statut pour promouvoir la paix et le développement dans le monde. La Chine espère qu'à l'avenir, l'Agence se concentrera sur les aspects suivants dans le cadre de ses travaux.

Premièrement, l'Agence doit promouvoir la mise en œuvre intégrale de son plan d'action sur la sûreté nucléaire et du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2014-2017 afin de renforcer la sécurité nucléaire dans le monde et de rétablir la confiance de la communauté internationale dans le développement de l'énergie nucléaire. Nous encourageons l'Agence à suivre et à surveiller de plus près les conséquences de l'accident nucléaire de Fukushima et à donner au Gouvernement japonais les conseils et l'aide nécessaires pour régler de manière satisfaisante le problème des fuites d'eau. Nous espérons également que l'Agence mènera sans retard son examen approfondi de l'accident nucléaire de Fukushima et des mesures d'intervention.

Deuxièmement, l'Agence doit continuer à apporter appui et assistance aux pays en développement par l'entremise de ses programmes de coopération technique afin de les aider à développer et à utiliser l'énergie nucléaire.

Troisièmement, l'Agence doit améliorer l'efficacité et l'efficacité des garanties, tout en maintenant son impartialité et son objectivité.

Dernier point mais non le moindre, l'Agence doit continuer à jouer un rôle constructif dans l'examen des questions nucléaires régionales et contribuer au règlement des questions pertinentes par le dialogue.

**M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) :** Les accidents survenus dans la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986 et dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en 2011 ont entraîné une révision en profondeur et un renforcement important des normes internationales de sûreté nucléaire en vue de garantir le niveau le plus élevé de sûreté nucléaire, de sûreté radiologique et de sûreté des déchets dans le monde et de mettre en place un système approprié de préparation aux situations d'urgence et d'intervention. Nous pensons qu'en raison de ses compétences sans pareilles, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit jouer un rôle de chef de file dans tout accident ou toute situation d'urgence liés au nucléaire, et que sa

participation sur place est vitale pour remédier à leurs conséquences.

Même si la responsabilité de la sûreté nucléaire incombe à chaque État Membre, nous pensons que les Normes de sûreté de l'AIEA doivent constituer la base minimale obligatoire pour les États qui disposent de programmes nucléaires civils avancés. Nous appuyons fermement les activités de l'Agence qui visent à améliorer la sûreté nucléaire et radiologique et la sûreté du transport et des déchets à l'échelle mondiale.

En 2011, la Conférence générale de l'AIEA a approuvé le Plan d'action sur la sûreté nucléaire à la suite de l'accident de Fukushima Daiichi. Tout en mettant en œuvre le Plan, l'Ukraine procède à une évaluation des vulnérabilités de toutes ses installations nucléaires. Des tests de résistance ont également été réalisés avec succès sur les sites de nos installations nucléaires, et nous participons au processus d'examen de suivi par les pairs. Les instances ukrainiennes de réglementation sont en train de mettre en œuvre un programme détaillé de révision de la réglementation nationale en matière de sûreté nucléaire. Selon nous, les activités entreprises en vertu de la Convention sur la sûreté nucléaire et de la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs rendent l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le monde plus sûre. Nous prions tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à ces instruments importants.

Les traités internationaux existants en matière de lutte contre les catastrophes nucléaires doivent être renforcés. L'Agence s'est déjà attelée à cette tâche, et nous estimons que des résultats encourageants peuvent être obtenus dans un avenir proche. De nombreux enseignements peuvent être retenus de l'accident de Fukushima. Nous attendons avec intérêt la publication en 2014 du rapport détaillé de l'AIEA sur les causes et les conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

L'élimination des conséquences de l'accident de Tchernobyl demeure extrêmement importante à nos yeux et constitue une priorité pour le Gouvernement ukrainien. Je saisis cette occasion pour réitérer notre gratitude et notre reconnaissance aux États et aux organisations internationales qui continuent de nous fournir appui et assistance afin de nous aider à surmonter les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Actuellement, la construction à la centrale nucléaire de Tchernobyl d'une nouvelle enceinte de

confinement du réacteur n° 4 détruit est en cours. Ces travaux, qui doivent être achevés en 2015, permettront de transformer le sarcophage en une structure sans danger pour l'environnement.

L'Ukraine est profondément attachée à la mise en place de mesures multilatérales efficaces de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, et elle attache la plus haute importance à l'universalisation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Ukraine réitère l'importance capitale que revêtent les garanties de l'AIEA en vue de garantir un contrôle efficace sur les matières et les activités sensibles. Le système de garanties mis en place par l'Agence est une composante essentielle du régime mondial de non-prolifération nucléaire. Selon nous, l'accord de garanties généralisées et son protocole additionnel constituent la norme de vérification la plus efficace actuellement en vigueur. L'adhésion universelle à ces deux instruments renforce le régime mondial de non-prolifération nucléaire. L'Ukraine appuie fermement les efforts que déploie l'Agence afin de renforcer l'efficacité et d'améliorer l'efficacité de ses garanties. L'accord de garanties généralisées et son protocole additionnel sont entrés en vigueur en Ukraine en janvier 2006. En 2012, nous avons commencé à mettre en œuvre les garanties intégrées de l'AIEA.

L'Ukraine félicite l'AIEA des activités qu'elle mène pour aider les États, à leur demande, à renforcer leurs régimes nationaux de sécurité des matières nucléaires et radioactives, à renforcer la protection physique des matières nucléaires et à prévenir le trafic illicite de ces matières. Nous tenons à souligner l'importance du rôle que joue l'AIEA dans la promotion de la coopération internationale dans ces domaines. L'Ukraine se félicite de l'adoption du Plan de l'Agence sur la sécurité nucléaire pour 2014-2017.

Nous réaffirmons que la responsabilité de la sécurité nucléaire incombe à chaque État. Tous les États doivent mettre en place des systèmes de comptabilité et de contrôle adaptés et prendre les mesures nécessaires pour prévenir, détecter et réprimer les actes malveillants impliquant des matières nucléaires.

Le nombre des adhésions aux instruments internationaux pertinents dans le domaine de la sécurité nucléaire continue d'augmenter, bien que lentement. L'Ukraine appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer dès que possible à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à l'Amendement adopté en 2005. Nous appelons également

au renforcement des principes internationaux en matière de contrôle des exportations de matières nucléaires et au renforcement des lois nationales pertinentes.

Contribuant de cette manière à la réussite des Sommets sur la sécurité nucléaire organisés à Washington et à Séoul, l'Ukraine a annoncé et pleinement mis en œuvre sa décision d'éliminer tous les stocks nationaux d'uranium fortement enrichi. Nous attendons avec intérêt le prochain Sommet sur la sécurité nucléaire, qui se tiendra à La Haye en 2014, en vue de poursuivre le débat sur les questions vitales relatives à la sécurité nucléaire.

L'Ukraine a toujours été un fervent partisan du programme de coopération technique de l'AIEA, qui remplit une importante fonction statutaire. Elle considère la mise en œuvre du programme de coopération technique comme la pierre angulaire de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous estimons qu'il importe de garantir un accès équitable aux fonds pour la coopération technique et un financement prévisible des programmes de coopération technique. L'efficacité passe par la satisfaction des besoins des États Membres. Pour optimiser les avantages socioéconomiques de ses projets de coopération technique, l'Agence doit nouer davantage de partenariats avec d'autres organisations internationales selon qu'il conviendra.

Nous reconnaissons l'importance que revêtent les activités de recherche de l'Agence dans le domaine de l'énergie nucléaire, en particulier en ce qui a trait à la sûreté nucléaire, la gestion des déchets, la technologie innovante des réacteurs nucléaires et les cycles du combustible. À cet égard, nous continuerons de participer activement aux projets pertinents dans le cadre du Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants. La préservation des compétences et des connaissances dans le secteur nucléaire est fondamentale pour ces activités.

Les événements survenus en 2011 ont éveillé une préoccupation générale concernant la sûreté des centrales nucléaires dans le monde et ont donné lieu à un débat sur la viabilité de l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie. Nous réaffirmons que chaque pays a le droit de choisir son propre bouquet énergétique. L'énergie nucléaire continuera de représenter un élément important de la stratégie énergétique de l'Ukraine à moyen et long terme. Elle continuera de servir de fondement au développement durable de notre économie nationale. Son importance croissante

se reflète dans la stratégie énergétique actualisée de l'Ukraine à l'horizon 2030.

En conclusion, nous nous associons aux autres délégations qui se sont félicitées de la présentation du rapport de l'AIEA (voir A/68/324) à la soixante-huitième session, et nous exprimons notre reconnaissance à l'Agence pour le travail effectué.

**M. Lazarev** (Biélorus) (*parle en russe*) : Le Biélorus appuie les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de son Directeur général, M. Yukia Amano, dans les domaines de la coopération technique, de l'énergie nucléaire, de la sûreté nucléaire et radiologique, des garanties en matière de non-prolifération, des sciences et de la technologie. Nous attachons une grande importance aux efforts que déploie l'Agence pour s'acquitter de ses fonctions statutaires afin de favoriser une utilisation aussi large que possible de l'énergie nucléaire et d'œuvrer au maintien de la paix, de la santé et du bien-être dans le monde entier. Cette action doit viser à créer et renforcer les capacités des États Membres dans le domaine de la planification énergétique et à fournir une assistance générale à la mise en œuvre des programmes nationaux dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Le Biélorus mène actuellement un projet à grande échelle qui doit aboutir à la construction de la première centrale nucléaire dans le pays. Hier, le Président du Biélorus a signé un décret autorisant la construction de la première centrale nucléaire biélorussienne. Je tiens surtout à souligner que notre pays prévoit de mener son programme nucléaire dans le plein respect des normes et des recommandations de l'AIEA. Nous prévoyons d'utiliser l'ensemble des services proposés par l'Agence aux États qui développent leur propre secteur nucléaire, et notamment d'inviter des missions consultatives de l'AIEA.

Cette coopération est déjà en cours. Le Biélorus a accueilli un certain nombre de délégations spécialisées et de missions d'experts de l'AIEA, notamment une mission sur les infrastructures nucléaires. Il travaille en étroite coopération avec le secrétariat de l'Agence à la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue de ces visites. Je réaffirme l'attachement du Biélorus aux normes internationales applicables dans le domaine de la sûreté nucléaire ainsi que sa volonté d'engager un dialogue avec les organisations internationales et les États intéressés durant l'exécution de son projet nucléaire.

Le Biélorus axe en particulier son attention sur le rôle joué par l'AIEA en matière de coopération technique. Le cycle budgétaire actuel de l'Agence en matière de coopération technique avec notre pays prévoit des projets dans des domaines tels que la fourniture d'une assistance pour nos programmes d'énergie nucléaire, la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des organes de réglementation et les applications médicales des technologies nucléaires, ainsi que la réhabilitation des territoires ayant souffert des retombées de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Même si nous saluons la mise en œuvre de ces programmes, nous ne pouvons que constater une réduction notable, dans le prochain exercice biennal, du budget de la coopération technique, qui touche notamment le Biélorus. Nous espérons qu'elle ne signifie pas la suppression progressive des programmes de coopération technique de l'AIEA, en particulier pour les États ayant besoin d'une assistance soutenue. Le programme de coopération technique de l'Agence devrait être fonction des intérêts directs des pays d'Europe orientale dans le cadre actuel de l'Agence. Pour le Biélorus, la coopération technique avec l'Agence est importante autant pour le règlement des problèmes du passé – notamment la catastrophe nucléaire de Tchernobyl – que pour l'accès au savoir-faire et aux connaissances permettant d'assurer la sûreté et l'efficacité de la mise en œuvre du programme d'énergie nucléaire. De ce point de vue, les mécanismes existants de l'Agence, tels que ses services d'assistance technique et son rôle consultatif auprès des États mettant en place leurs premières centrales nucléaires, sont d'une importance cruciale.

Le Biélorus considère que l'AIEA doit continuer, aux côtés de nombreuses autres institutions internationales des Nations Unies, de prendre part aux efforts multilatéraux visant la réhabilitation systématique des territoires touchés par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. L'expérience de Tchernobyl doit servir à l'Agence pour réagir avec plus de rapidité et de compétence aux fins de la prévention, de la gestion et de l'atténuation des retombées d'accidents nucléaires et radiologiques. À l'avenir, l'AIEA ne doit pas rester en marge sur les questions liées à Tchernobyl, notamment dans le cadre du bilan qui sera effectué sur les résultats du Plan d'action des Nations Unies pour Tchernobyl à l'horizon 2016 et de l'établissement d'un nouveau cadre conceptuel de coopération internationale autour de Tchernobyl.



Entre autres domaines prioritaires, l'AIEA accorde une attention particulière à la sûreté nucléaire et radiologique. Même si le maintien de la sécurité et de la sûreté nucléaires est une prérogative et une responsabilité des États, cette question n'est à juste titre pas que l'objet de l'attention des pays mais également de l'ensemble de la communauté internationale. L'Agence peut et doit jouer un rôle central dans l'organisation des mécanismes de coopération entre les États, en élaborant des recommandations pertinentes et en diffusant les meilleures pratiques en matière de sûreté et de sécurité nucléaires. À cet égard, le Bélarus coopérera activement avec l'Agence en vue de veiller à la mise en œuvre du Plan intégré d'appui en matière de sécurité nucléaire, par exemple. Notre pays est prêt à prendre de nouvelles mesures à cet égard, notamment dans le cadre de la prochaine mission de l'équipe chargée de coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire.

Pour terminer, nous appuyons le rapport annuel de l'AIEA et prenons note de la décision adoptée en septembre par la Conférence générale de l'Agence.

**M. Dabbashi** (Libye) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, de son rapport complet (voir A/68/324) sur l'activité de l'Agence dans l'exercice de son mandat.

La Libye souligne qu'il est important de renforcer le partenariat entre l'AIEA et les États Membres, sur les plans de la coopération technique et du renforcement des capacités notamment. Ce partenariat a en effet des incidences positives sur le développement économique et social ainsi que sur l'amélioration des services de santé. À cet égard, nous apprécions vivement l'aide précieuse dont la Libye a eu la chance de bénéficier ces dernières années de la part de l'Agence, en particulier dans les domaines de la santé et de la gestion des sources d'eau souterraine, qui font partie des priorités du programme national libyen en vertu des exigences de développement économique et social.

La Libye respecte l'orientation générale donnée à l'Agence en présentant moins de concepts de projets. Elle s'est concentrée sur la qualité, dans le cadre des priorités précises du programme national. Elle a ainsi présenté quatre projets de coopération technique pour le cycle 2014-2015. Trois de ces projets ont été acceptés. Ils concernent l'introduction de l'énergie nucléaire, la gestion des résidus nucléaires produits naturelles et la lutte contre les pesticides agricoles. La Libye apprécie également le rôle efficace de l'AIEA dans la mise en

valeur des ressources humaines et institutionnelles en matière de santé dans le cadre de projets nationaux et régionaux qui contribuent sans aucun doute à développer les centres de médecine radiologique et de diagnostic radiologique, la médecine nucléaire et l'élaboration de politiques nationales de lutte contre le cancer. La Libye apprécie également l'assistance que lui apporte l'AIEA pour le renforcement de ses capacités dans le domaine de la planification énergétique et de la mise en place d'un plan de développement et de modernisation de l'infrastructure liée à l'introduction de l'énergie nucléaire, afin qu'elle devienne un élément essentiel du bouquet énergétique national.

La Libye salue les mesures prises par l'AIEA en vue de renforcer la coopération internationale en matière de sécurité nucléaire et radiologique et accorde une grande importance à cette question. Elle a ainsi mis en place un bureau national de surveillance nucléaire auquel a été confié la mission et les attributions qui lui permettront de devenir un organe de contrôle s'acquittant de sa mission en toute indépendance, conformément aux critères internationaux et aux traités et accords en vigueur auxquels la Libye a adhéré, y compris la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire. La Libye a également créé une commission de préparation aux situations d'urgence en cas d'incident nucléaire ou radiologique. Cette commission bénéficie de l'appui et de l'assistance de l'AIEA dans le cadre du projet pilote régional visant à renforcer les capacités nationales dans ce domaine.

La Libye attache une grande importance à la question de la sécurité et de la sûreté nucléaires. Dans ce domaine, le service des affaires juridiques de l'AIEA a examiné le projet de loi nucléaire de la Libye et fait de nombreuses observations à ce sujet, qu'étudie actuellement un comité spécial en vue d'apporter les modifications nécessaires au projet de loi et d'en arrêter le texte final pour pouvoir le soumettre ensuite pour approbation aux autorités législatives libyennes compétentes.

Déterminée à renforcer ses capacités en matière de sécurité nucléaire et à assurer la protection physique nécessaire des matières et installations nucléaires, aussi bien durant leur utilisation et leur stockage que dans leur transport, intérieur ou transfrontière, la Libye a organisé du 25 au 27 février dernier, avec la coopération de l'AIEA, un atelier visant à identifier la menace de référence, qui a eu des effets positifs sur le

renforcement des capacités nationales en matière de protection physique des installations nucléaires.

En outre, la Libye se félicite des efforts de l'AIEA visant à renforcer ses activités dans le domaine de la technologie et de la science nucléaires et de leurs diverses applications, en particulier l'utilisation de radio-isotopes dans la gestion des ressources en eau et la production d'eau potable par le biais de réacteurs nucléaires de faible ou moyenne puissance. Compte tenu du fait que la Libye est un pays qui souffre de pénuries d'eau, la planification est axée sur le dessalement de l'eau de mer au moyen de l'énergie nucléaire. À cet égard, la Libye a exprimé son vif intérêt à participer à des projets de recherche coordonnés en rapport avec le dessalement nucléaire de l'eau de mer, en particulier ceux qui sont placés sous la supervision et le contrôle de l'AIEA, ainsi qu'à se joindre au Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible.

La Libye réaffirme le droit inaliénable des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à la mise au point, à la recherche, à la production et à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II du Traité. Néanmoins, il est indispensable de préserver l'équilibre délicat entre les droits et les obligations, comme prévu dans le Traité.

La Libye reconnaît le rôle central joué par l'AIEA, ainsi que son système de garanties de sécurité, et est favorable à l'amélioration de son efficacité. À cet égard, nous tenons à réaffirmer plusieurs points.

Tout d'abord, nous soulignons le rôle central de l'AIEA en matière de surveillance et de vérification, ainsi que pour ce qui est de la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Deuxièmement, nous soulignons le droit égal de tous les États de posséder et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce qui empêche certains pays de monopoliser l'utilisation de la technologie nucléaire tout en privant les autres de ce droit.

Troisièmement, nous soulignons l'importance d'avoir engagé tous les pays, sans exception, à soumettre leurs installations nucléaires au système de contrôle et de vérification internationale de l'AIEA.

Quatrièmement, la communauté internationale doit faire pression sur Israël pour qu'il adhère au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires,

et soumettre ainsi toutes ses installations nucléaires au régime de contrôle et de vérification internationale de l'Agence.

La délégation libyenne réaffirme son plein appui aux efforts internationaux visant à établir de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires et des zones exemptes d'autres armes de destruction massive dans le monde entier. C'est un pas dans la bonne direction pour débarrasser le monde du danger de ces armes. Pour atteindre cet objectif, nous demandons au Secrétaire général et aux autres parties impliquées dans l'organisation de la conférence extraordinaire sur la transformation du Moyen-Orient en une zone exempte d'armes nucléaires, qui était censée avoir lieu en 2012, d'assumer leurs responsabilités et de redoubler efforts pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 50/9, ainsi que le document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010 (NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)), afin de s'assurer que la conférence ait lieu avant la fin de cette année. Nous les appelons également à convaincre tous les pays de la région de participer sérieusement aux travaux de la conférence afin de préserver son succès et la réalisation de ses objectifs.

En conclusion, la Libye réaffirme sa volonté de développer et de soutenir son partenariat et sa coopération avec l'AIEA en toute transparence.

**M<sup>me</sup> Ledesma Hernández** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba salue et soutient le rôle important de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA).

L'application de la technologie nucléaire dans des domaines prioritaires tels que la santé humaine, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la gestion des ressources en eau constitue une contribution importante à l'amélioration de la qualité de vie sur notre planète.

Pour illustrer l'excellent état des relations entre l'AIEA et Cuba, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Yukiya Amano, a effectué une visite officielle à Cuba du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, au cours de laquelle il a rencontré Raúl Castro Ruz, Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du Gouvernement cubain. Le Directeur général a également visité différents centres et institutions scientifiques cubains où il a été en mesure de confirmer les progrès réalisés par le pays dans l'utilisation de la technologie nucléaire au service de la vie.

Lors de sa visite au Centre des isotopes de l'Institut national d'oncologie et de radiobiologie et à l'Institut national de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire, le Directeur général a pu observer en personne l'utilisation impressionnante par Cuba de la technologie nucléaire comme outil de diagnostic médical, de recherche et développement, ainsi que pour la formation de spécialistes hautement qualifiés dans les applications nucléaires. Le Directeur général a souligné que Cuba était un membre actif de l'AIEA dans la région et a souligné le rôle précieux que les experts cubains ont joué dans de nombreux domaines liés aux activités nucléaires en partageant leurs connaissances et leur expérience avec d'autres pays.

Cuba accorde une importance particulière à la coopération technique avec l'Agence comme moyen essentiel de promouvoir les technologies nucléaires dans les pays en développement. Les projets de coopération technique de l'AIEA avec Cuba sont harmonieusement intégrés dans les programmes de développement prioritaires du pays, ce qui garantit leur impact et leur continuité. Il convient de noter que Cuba se distingue par le taux de réalisation élevé de ses projets de coopération technique, lesquels dépassent régulièrement le taux moyen annuel général de l'AIEA.

D'égale importance est la participation de Cuba à des projets régionaux et interrégionaux qui ont obtenu des résultats significatifs, ainsi que notre contribution, avec d'autres pays, à des missions d'experts, des cours, des ateliers et des réunions techniques tenues à Cuba, et l'accueil que nous réservons à des scientifiques et à des chercheurs dans nos établissements.

Cuba estime également que la collaboration entre les pays en développement est d'une importance vitale. Pour cette raison, nous réitérons notre soutien aux Arrangements régionaux de coopération pour la promotion des sciences et de la technologie nucléaires en Amérique latine en tant que mécanisme essentiel pour la promotion de la coopération sur les questions nucléaires entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous saluons les mesures qui ont été appliquées par les États membres et l'AIEA pour renforcer ce mécanisme, dans lequel Cuba joue un rôle actif.

Le blocus économique, commercial et financier que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique impose à Cuba depuis plus de 50 ans affecte les activités de l'AIEA dans notre pays et viole le statut de cet organe. En raison du blocus, l'AIEA continue d'avoir des difficultés à acquérir du matériel spécialisé pour

des projets à Cuba, car les entreprises nord-américaines et celles dont le capital provient de ce pays ne sont pas autorisées à vendre ces produits à Cuba sous peine de sanctions. Les ressortissants cubains sont également empêchés de participer à des programmes de formation aux États-Unis, et ceci a des conséquences sur la mise en œuvre de projets de lutte contre le cancer, une priorité de l'AIEA. Tout en dénonçant une fois de plus le blocus injuste et criminel imposé à Cuba, nous reconnaissons également les efforts constants déployés par le secrétariat de l'AIEA pour trouver des alternatives et des solutions au milieu d'un contexte aussi défavorable.

Cuba apprécie le travail de l'AIEA dans le domaine de la protection physique des matières nucléaires, et nous insistons sur la responsabilité fondamentale des États dans ce domaine. Nous saluons l'excellent niveau de coopération auquel nous sommes parvenus avec le Bureau de la sécurité nucléaire de l'AIEA pour la mise en œuvre de projets visant à améliorer la sécurité nucléaire au niveau du contrôle aux frontières et des installations contenant des sources radioactives des catégories 1 et 2. Mon pays se félicite de l'issue de la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire, à laquelle ont participé tous les États Membres, à Vienne, du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2013. Nous nous félicitons de l'intention affichée d'organiser ces conférences tous les trois ans, parce que nous sommes convaincus que l'AIEA a un rôle fondamental à jouer dans le domaine de la sécurité nucléaire. À cet égard, je tiens à rappeler que Cuba a déposé son instrument de ratification de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ce qui confirme notre engagement dans ce domaine, ainsi que les bonnes relations que nous entretenons avec l'AIEA. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer le régime de sécurité nucléaire au plan international, en confiant la responsabilité première en la matière aux États possédant des installations nucléaires et en octroyant à l'AIEA le rôle central de promotion et de coordination des efforts internationaux, dans le cadre de la coopération visant à renforcer la sécurité nucléaire mondiale.

Cuba s'enorgueillit d'avoir obtenu pour la sixième année consécutive la double certification de l'AIEA pour avoir scrupuleusement respecté ses engagements en matière de garanties, ce qui confirme que nous sommes un pays dans lequel les matières ne sont pas détournées, et où il n'existe pas de matières ou installations non déclarées. La dernière inspection au titre des garanties, reçue à la fin du mois d'octobre, s'est également conclue sur d'excellents résultats. Nous attachons une grande

importance à la question des garanties, ainsi qu'à l'impartialité et au professionnalisme du secrétariat de l'AIEA dans les activités qui sont menées en la matière. Nous nous sommes élevés à maintes reprises contre la politisation de l'Agence et sa manipulation à des fins politiques, de même que la pratique des deux poids deux mesures qui, malheureusement, sont prépondérants dans ses analyses.

Nous maintenons notre position selon laquelle les activités mises en oeuvre au titre des garanties relèvent de la compétence exclusive de l'AIEA, et c'est pourquoi nous réaffirmons notre rejet des décisions procédant d'un examen auquel a participé le Conseil de sécurité. Nous affirmons que les activités de vérification doivent, en premier lieu, respecter la souveraineté et les intérêts nationaux des États Membres. Nous demandons instamment au Secrétariat de l'AIEA de continuer de s'employer à favoriser un climat d'impartialité, de confiance, de compréhension et de transparence, fondé sur l'objectivité et la vérité, aux fins du règlement des cas particuliers de non-respect des accords de garanties dont sont saisis le Conseil des gouverneurs ou la Conférence générale de l'AIEA. À ce propos, nous réaffirmons la nécessité de respecter le droit inaliénable de tous les États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous réaffirmons notre appui à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à une solution négociée entre les parties prenantes. Nous sommes fermement convaincus que seuls la diplomatie et le dialogue par des voies pacifiques permettront de trouver une solution à long terme à la question nucléaire sur la péninsule.

Nous réaffirmons également notre appui à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Outre qu'elle contribuerait de manière significative à la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire, la création de cette zone constituerait une étape fondamentale dans le processus de paix dans la région. À cette fin, Israël doit adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), sans délai et sans conditions, et soumettre ses installations nucléaires au régime des garanties généralisées de l'AIEA. À cet égard, Cuba considère comme préoccupant et inexcusable le non-respect de l'accord sur la tenue en 2012 d'une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'organisation de cette conférence est importante et fait partie intégrante du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP

en 2010 (NPT/CONF.2010/50 (Vol.I)). Nous demandons instamment que cette conférence se tienne sans plus tarder, avant la fin de l'année.

La première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, le 26 septembre dernier (voir A/68/PV.11) – événement indubitablement historique – a été un grand succès, qui a mis en lumière le vaste soutien dont bénéficie le désarmement nucléaire au sein de la communauté internationale. Le Mouvement des pays non alignés oeuvre au suivi de cette importante réunion afin que son succès se traduise en actions concrètes permettant de parvenir à l'élimination et à l'interdiction complète des armes nucléaires. Entre autres initiatives, le Mouvement a proposé de proclamer le jour du 26 septembre journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Nous espérons pouvoir compter sur l'appui actif de l'Agence internationale de l'énergie atomique à cet égard.

Tout en reconnaissant le rôle important joué par l'AIEA et ses liens avec le système des Nations Unies, en particulier avec son mécanisme de désarmement, nous profitons de l'occasion pour rappeler qu'il nous faut continuer, dans le cadre de nos efforts communs, à traiter le désarmement nucléaire en priorité absolue, compte tenu de la grave menace que représentent pour la paix et la sécurité internationales et pour la survie de l'espèce humaine l'existence de dizaines de milliers d'armes nucléaires ainsi que les doctrines et stratégies militaires qui en perpétuent la possession et l'utilisation. C'est pourquoi le désarmement nucléaire ne peut rester un objectif sans cesse différé et soumis à conditions. Cuba demeurera ferme dans la bataille en vue de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, engagement que nous avons tous à l'égard des générations futures.

**M. Mootaz Ahmadein Khalil** (Égypte) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), S. E. M. Yukiya Amano, de son rapport (voir A/68/324). En reconnaissance de l'action appréciée de l'AIEA, l'Égypte s'est une fois de plus jointe à la liste des coauteurs du projet de résolution d'aujourd'hui sur le rapport (A/68/L.10), qui a été déposé par le Viet Nam.

Je tiens à souligner les points suivants s'agissant des trois principaux piliers du travail de l'Agence.

Premièrement, concernant la technologie nucléaire, nous notons que le rapport présente l'énergie nucléaire comme une source d'énergie à faibles



émissions de carbone, qui permet de réduire au minimum les gaz à effet de serre liés à la production d'énergie et d'atténuer le réchauffement climatique. Cela montre bien le potentiel de l'énergie nucléaire, en particulier si l'on tient compte des problèmes auxquels doivent faire face les pays en développement dans les domaines de l'énergie et des changements climatiques.

Les projections de l'AIEA, selon le rapport de 2012, anticipent une forte hausse de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le monde. Nous y voyons la preuve d'une volonté croissante d'exercer le droit inaliénable de développer la recherche, la production et les utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques que reconnaît l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Afin de permettre aux pays en développement d'exercer leur droit de bénéficier des utilisations des technologies nucléaires à des fins pacifiques, à savoir la production d'électricité, la santé, l'agriculture, l'alimentation, les ressources en eau et les radio-isotopes, la priorité doit être accordée aux activités de l'Agence dans le domaine de la coopération technique.

Nous réaffirmons la nécessité de garantir un financement suffisant et prévisible à la coopération internationale, qui est l'un des principaux piliers de l'action de l'Agence, en vertu de son statut.

*M. Arias (Espagne), Vice-Président, assume la présidence.*

Deuxièmement, dans le domaine de la sécurité et de la sûreté nucléaires, le rapport mentionne que l'impact de l'accident de Fukushima a continué à se faire sentir l'année dernière, ralentissant la croissance de l'électronucléaire. Il souligne également le fait que la gestion du vieillissement des centrales nucléaires et des réacteurs de recherche continue d'être une question importante. À cet égard, l'Égypte rappelle l'importance du rôle central que joue l'Agence en matière de sûreté nucléaire, en aidant les États Membres à renforcer leurs capacités et à gérer les infrastructures connexes. Ces aspects sont des priorités importantes dans la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA.

Au sujet de la sécurité nucléaire, j'aimerais évoquer la Conférence internationale de l'AIEA sur la sécurité nucléaire, qui s'est tenue à Vienne en juillet. La responsabilité première, en matière de sûreté nucléaire et de sécurité nucléaire, incombe aux États concernés. Les initiatives et mesures visant à renforcer la sécurité et la sûreté nucléaires ne doivent pas servir de prétextes

à des atteintes au droit des pays de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Troisièmement, s'agissant de la vérification, les droits et privilèges liés aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire sont ancrés dans le TNP, clef de voûte du régime de non-prolifération. Le TNP n'a pas atteint l'universalité au Moyen-Orient. Tous les États du Moyen-Orient respectent le régime des garanties généralisées, à l'exception d'Israël, dont les activités nucléaires opaques restent en dehors de tout contrôle international, au mépris des nombreuses résolutions de l'ONU et de l'AIEA qui appellent Israël à adhérer au TNP en tant qu'État non doté de l'arme nucléaire. Il ne fait aucun doute que cette situation accroît le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.

Nous regrettons que la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient ne se soit pas tenue en 2012 comme le demandait la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010. Au cours du débat général de la session actuelle de l'Assemblée générale, le Ministre égyptien des affaires étrangères a annoncé une nouvelle initiative égyptienne visant à faciliter la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive (voir A/68/PV.18). Sa mise en œuvre aurait pour effet de placer toutes les installations nucléaires du Moyen-Orient sous le régime de garanties intégrales de l'AIEA. Elle permettrait, ce faisant, de renforcer les activités de vérification de l'Agence dans la région et de consolider son rôle de gardien de la non-prolifération des armes nucléaires dans le monde entier.

En tant que coordinatrice de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, l'Égypte a présenté, au nom de la Coalition, le projet de résolution annuel intitulé « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire » (A/C.1/68/L.18). Ce projet de résolution, soutenu en Première Commission la semaine dernière à une immense majorité de 165 voix, demande à tous les États de contribuer, dans le cadre de l'AIEA, au développement des capacités nécessaires à la vérification du désarmement nucléaire et à l'élaboration des accords de surveillance juridiquement contraignants qui s'imposent. Cette année, l'Égypte a également apporté sa contribution en inscrivant pour la première fois une référence à un « désarmement universel garanti » dans la résolution de l'Agence intitulée « Renforcement de l'efficacité et amélioration

de l'efficacité des garanties de l'Agence ». Nous appelons l'Agence à exploiter pleinement ces mandats dans le domaine du désarmement nucléaire.

Nous attendons également avec intérêt que l'Agence continue de contribuer au suivi de la manifestation spéciale de cette année consacrée au désarmement nucléaire et d'assumer son rôle de premier plan s'agissant des conséquences humanitaires de l'emploi d'armes nucléaires.

L'Égypte réaffirme sa détermination d'intensifier sa coopération avec l'Agence, dans l'optique de renforcer ses capacités nationales en matière d'utilisation des technologies nucléaires à des fins pacifiques. Nous sommes foncièrement résolus à étayer les trois piliers de l'Agence – technologie nucléaire, sûreté et sécurité nucléaires, et vérification – tandis que nous nous efforçons d'instaurer un monde plus pacifique, plus prospère et plus stable.

Pour terminer, je tiens à souhaiter une excellente année de l'Hégire à l'Assemblée, en particulier aux membres de l'Organisation de la coopération islamique.

**M<sup>me</sup> Lim Pei Shan** (Singapour) (*parle en anglais*) : Singapour remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de sa présentation du très complet rapport annuel de l'Agence (voir A/68/324). Singapour a de tous temps appuyé les trois grands domaines d'activité de l'AIEA, à savoir la sûreté et la sécurité nucléaires, les sciences et technologies, et enfin, les garanties et la vérification.

Singapour est très attachée à tous les efforts internationaux de non-prolifération. Nous prenons note de la réunion fructueuse et constructive qui s'est tenue entre le Directeur général de l'AIEA, M. Yukiya Amano, et le Vice-Ministre iranien des affaires étrangères, Seyed Abbas Araghchi, les 28 et 29 octobre à Vienne. Nous espérons que la réunion de suivi entre l'Iran et l'AIEA, le 11 novembre, portera concrètement des fruits. Bien que Singapour soutienne le droit de tous les États souverains d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce droit doit être appliqué en conformité avec les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous appelons donc l'Iran à honorer ses obligations au titre du TNP et des résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité et le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, et à rassurer la communauté internationale sur le fait que son programme nucléaire répond exclusivement à des objectifs pacifiques. Nous appelons également la

République populaire démocratique de Corée à s'abstenir d'enfreindre de nouveau les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à se replacer sous l'autorité du régime du TNP et à reprendre sa coopération avec l'AIEA.

Il est regrettable que trois États ne soient toujours pas parties au TNP. Singapour appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer sans délai au Traité.

Si la non-prolifération est au cœur des débats, nous ne devons pas oublier que le désarmement est l'un des trois piliers du TNP. Or, nous ne parviendrons pas à atteindre l'objectif du désarmement nucléaire mondial tant que les États dotés de l'arme nucléaire ne prendront aucune mesure concrète pour appliquer l'article VI du TNP. Les États dotés de l'arme nucléaire doivent montrer l'exemple en réduisant leur arsenal nucléaire de manière transparente et vérifiable, et en mettant fin au perfectionnement des armes nucléaires. Il est impératif, en matière de désarmement nucléaire, que des progrès concrets soient accomplis en amont de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2015.

Tandis que nous nous efforçons de parvenir au désarmement nucléaire total, Singapour appuie sans équivoque la création de zones exemptes d'armes nucléaires à titre de mesure de confiance. Au sein de notre région, nous voulons faire en sorte de préserver une zone exempte d'armes nucléaires dans toute l'Asie du Sud-Est. Nous appelons donc les États dotés de l'arme nucléaire à adhérer, aussi rapidement que possible et sans réserves, au Protocole annexé au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Singapour espère également que la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient sera organisée sans plus de retard.

Nous prenons acte des efforts que déploie actuellement l'AIEA pour collaborer avec les États Membres concernant la mise en œuvre de son Plan d'action sur la sûreté nucléaire après Fukushima. Un Groupe d'experts pour la préparation et la conduite des interventions d'urgence a également été créé en début d'année. Singapour se réjouit de siéger au sein de ce Groupe. Ces efforts aideront la communauté internationale à être mieux préparée pour le cas où une nouvelle crise devait survenir.

Nous engageons l'AIEA à coopérer avec les organisations régionales en vue de promouvoir les normes de l'AIEA en matière de sûreté et de sécurité nucléaires.

Singapour se félicite des récents développements, dont la création, au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), du Réseau d'organismes de réglementation nucléaire ou de services compétents. Cette initiative de la Thaïlande vise à renforcer la coopération en matière de réglementation afin de promouvoir une sûreté, une sécurité et des garanties nucléaires plus importantes au sein de la Communauté de l'ASEAN. Depuis que le Brunei Darussalam a rejoint l'AIEA en septembre, les 10 pays de l'ASEAN sont désormais membres de l'Agence. Nous espérons que cela permettra de resserrer à l'avenir les liens de coopération entre l'AIEA et l'ASEAN.

Nous accueillons favorablement également la contribution de l'AIEA à la lutte contre les problèmes mondiaux dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'approvisionnement en eau et en électricité, de la santé et des changements climatiques. Ce sont là les bienfaits concrets des travaux de l'AIEA en matière d'applications pacifiques des sciences et technologies nucléaires. La meilleure illustration en est la contribution qu'apporte le Centre de coordination de l'action internationale relative à l'acidification des océans de l'AIEA à la lutte contre le problème croissant que constitue l'acidification des océans.

Pour terminer, je réaffirme l'appui indéfectible de Singapour aux travaux de l'Agence. Nous continuerons de collaborer avec l'AIEA aux fins du renforcement des capacités des pays, et en particulier des pays en développement. Nous avons le plaisir de parrainer le projet de résolution A/68/L.10, sur le rapport de l'AIEA.

**M. Masood Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous félicitons M. Yukiya Amano de sa réélection au poste de Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il peut compter sur le plein soutien du Pakistan dans l'accomplissement de sa tâche. Nous félicitons aussi le Brunei Darussalam et le Commonwealth des Bahamas d'avoir rejoint l'Agence en tant que nouveaux membres.

Nous remercions l'Agence d'avoir produit un rapport très détaillé (voir A/68/324) et réaffirmé le principal objectif statutaire découlant de son mandat, à savoir hâter et accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Le Pakistan apprécie le rôle et l'apport de l'Agence dans ce domaine.

Le Pakistan est heureux d'être coauteur du projet de résolution A/68/L.10 sur le rapport de l'AIEA.

Nous partageons l'analyse de l'Agence selon laquelle l'énergie nucléaire continuera à l'avenir d'être l'une des sources d'énergie privilégiées, fiables, sûres et durables malgré les craintes justifiées du public à la suite de l'accident de Fukushima.

Les dernières conférences internationales, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, ont recentré les priorités autour de la question de l'énergie durable pour tous. Le rapport souligne avec raison que l'énergie nucléaire est une source d'énergie à faibles émissions de carbone, qui réduit au minimum les gaz à effet de serre et atténue l'impact des changements climatiques.

Ces 50 dernières années, le Pakistan s'est employé à mettre la technologie nucléaire au service de ses priorités de développement, et ce, de différentes façons et en coopération avec l'Agence. Le Pakistan a aussi été l'un des bénéficiaires du programme de coopération technique de l'Agence.

Le Pakistan connaît un sévère déficit énergétique étant donné que la demande en électricité des secteurs industriel et agricole et des ménages augmente avec la croissance de la population. Pour répondre à cette demande, nous exploitons toutes les sources d'énergie – hydraulique, solaire, éolienne et nucléaire.

Trois centrales nucléaires sont déjà en service et fonctionnent parfaitement. La plus ancienne a été mise en service en 1972. Outre ces trois centrales, deux autres centrales nucléaires d'une capacité de production de 340 mégawatts chacune sont en construction et doivent entrer en service en 2016. La construction d'autres réacteurs est également prévue. Toutes les centrales nucléaires au Pakistan sont placées sous le régime de garanties de l'AIEA.

Le Pakistan est un partenaire actif et à part entière des efforts de non-prolifération. Voilà quelque 40 ans que nous faisons fonctionner en toute sécurité nos centrales nucléaires. Nous possédons le savoir-faire requis, une main-d'œuvre bien formée et l'infrastructure nécessaire pour produire de l'énergie nucléaire civile. Le Pakistan remplit tous les critères pour devenir membre du Groupe de fournisseurs nucléaires.

Dans le domaine de la santé, 18 hôpitaux de médecine et d'oncologie nucléaires procurent diagnostics et traitement à plusieurs centaines de milliers de patients chaque année dans tout le pays. La Commission pakistanaise de l'énergie atomique a mis au point des programmes d'éducation et de formation en

radio-oncologie, en médecine nucléaire et en physique médicale. Le Pakistan est prêt, en coopération avec l'AIEA, à faire profiter d'autres pays de ses services d'experts et de ses centres de formation.

Pour un pays de plus de 180 millions d'habitants, la sécurité alimentaire revêt une importance cruciale. Au cours des 50 dernières années, quatre centres agricoles ont mené tout un éventail d'activités de recherche et de développement qui ont abouti à une hausse des rendements et de la qualité des produits agricoles. Les travaux de recherche et de développement dans les domaines des sciences physiques et du génie ont permis de réaliser d'importants progrès, notamment en matière de gestion des ressources hydriques et de production de la plupart des radioisotopes dont ont besoin les centres de médecine nucléaire et le secteur privé.

L'essor de notre programme d'énergie nucléaire est allé de pair avec le développement robuste de notre cadre réglementaire. Depuis sa création il y a 12 ans, l'Autorité de réglementation nucléaire pakistanaise s'est transformée en un puissant organe de régulation et de délivrance de licences, et entretient des liens multiples avec l'AIEA et les organismes régulateurs d'autres pays.

Le Pakistan salue le rôle phare que l'Agence a joué dans l'harmonisation et la coordination des efforts mondiaux consentis au lendemain de l'accident de Fukushima pour renforcer la sûreté nucléaire. Peu après l'accident, nous avons convoqué une conférence ministérielle, tenu plusieurs réunions d'experts et entamé l'élaboration d'un plan d'action global en matière de sûreté nucléaire.

Le Pakistan s'emploie activement à tirer les enseignements de l'accident de Fukushima. Le test de résistance que nous avons conduit après l'accident a donné lieu à la mise en place, en juin 2011, d'un cadre global appelé Plan Fukushima d'action et d'intervention pour toutes les centrales nucléaires. À ce titre, nous avons procédé à toutes les révisions des mesures de préparation aux situations d'urgence et aux examens par des pairs de la sécurité d'exploitation qui s'imposaient. Nous avons aussi invité et financé des missions d'examen par les pairs de l'Union mondiale des exploitants nucléaires et accueilli plusieurs experts déployés sous les auspices de l'AIEA. Nous entendons continuer d'approfondir cette coopération.

Le Pakistan a participé activement au processus du Sommet sur la sécurité nucléaire. Ce processus joue un rôle vital de catalyseur dans le domaine de la

sécurité nucléaire. Parallèlement, nous avons appelé à un élargissement de la base de ce processus afin qu'il soit plus ouvert et représentatif le moment venu. Nous félicitons l'AIEA d'avoir organisé une conférence ministérielle très réussie à Vienne au début de l'année. L'AIEA a un rôle de chef de file tout à fait déterminant à jouer en ce qui concerne le dispositif international de sécurité nucléaire, ainsi que les arrangements qui prennent la relève du Sommet pour l'après-2016.

Au fil des ans, le Pakistan a coopéré de près avec l'AIEA pour renforcer la sécurité nucléaire. Nous sommes en train de mettre en œuvre un plan d'action en matière de sécurité nucléaire, en coopération avec l'AIEA. Le Pakistan estime qu'il est de toute première importance de garantir la sûreté et la sécurité de son programme nucléaire. Notre gestion sûre, sécurisée et garantie de notre programme nucléaire civil au cours des 40 dernières années est irréprochable. Les matières, installations et équipements nucléaires du Pakistan sont bien gardés et entre de bonnes mains.

Notre régime de sécurité nucléaire repose sur le principe d'une défense à plusieurs niveaux contre tout le spectre des menaces à la sécurité nucléaire – intérieure, extérieure ou cybernétique – et est guidé par le concept des cinq idées maîtresses (cinq D), à savoir décourager, dénier, dissuader, défendre et détruire.

Nous avons mis en place des mesures renforcées de protection physique, des structures solides de commandement et de contrôle, des contrôles stricts de nos exportations et un régime réglementaire efficace pour garantir la sûreté et la sécurité des matières et installations nucléaires.

À l'heure actuelle, une force composée de 25 000 agents de sécurité compétents et spécialement entraînés assure la sécurité de nos équipements nucléaires. En outre, une unité intégrée de renseignement exerce sa vigilance pour assurer une défense en profondeur. Le Pakistan a acquis une riche expérience dans le domaine de la sécurité nucléaire. Nous avons créé un centre d'excellence qui dispense des cours spécialisés sur la sécurité nucléaire, la protection physique et la fiabilité du personnel. Nous sommes prêts à faire profiter d'autres États intéressés dans la région et au-delà de notre expérience, de nos meilleures pratiques et de nos centres de formation.

Nous déployons actuellement des portiques de détection radiologique aux points névralgiques d'entrée



et de sortie pour prévenir le trafic illicite des matières nucléaires et radioactives.

Le Pakistan coopère activement avec la communauté internationale en matière de sécurité nucléaire. Le Pakistan est partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Nous appliquons les dernières directives de l'AIEA en matière de sécurité nucléaire et souscrivons au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives de l'AIEA, ainsi qu'à sa base de données sur les incidents et les cas de trafic. Notre coopération dans ces domaines a donné des résultats très satisfaisants.

Le Pakistan reconnaît le rôle important que joue le régime de vérification de l'AIEA. Nous avons pleinement respecté nos obligations découlant des Accords de garanties que nous avons signés avec l'AIEA. L'approbation unanime par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA de nos accords de garanties concernant les centrales nucléaires Chasnu-3 et Chasnu-4 témoigne de la reconnaissance par la communauté internationale du savoir-faire pakistanais pour ce qui est de l'exploitation sûre et sécurisée des centrales nucléaires.

S'il est vrai que les fonctions de réglementation de l'Agence sont importantes en soi, ses activités de promotion sont également hautement prioritaires pour les pays en développement. Il faut assurer une répartition équitable des ressources extrabudgétaires entre les programmes liés aux garanties et les programmes de coopération technique de l'Agence.

Le Pakistan est convaincu qu'une approche équitable, non discriminatoire et fondée sur des critères précis permettra de faire avancer les objectifs universels en matière de non-prolifération et de promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous espérons que les considérations liées à la sûreté et à la sécurité serviront à faciliter, plutôt qu'à entraver, l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en vue de favoriser le programme de développement, d'améliorer le sort de l'humanité et d'atténuer les effets négatifs des changements climatiques.

**M. Sul Kyung-hoon** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de sa présentation du rapport annuel sur les activités de l'Agence en 2012 (voir A/68/324). Ma délégation appuie fermement le rôle central que joue l'Agence dans la promotion des

utilisations sûres, sécurisées et pacifiques de l'énergie nucléaire et voudrait faire quelques observations sur les activités de l'Agence et les faits nouveaux intervenus à cet égard dans les domaines de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires.

Tout d'abord, nous notons avec satisfaction que l'Agence a facilité la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire dans des domaines essentiels, notamment les évaluations de la sûreté des centrales nucléaires, les services d'examen par les pairs de l'AIEA, la préparation et la conduite des interventions d'urgence et l'échange d'informations. Nous nous félicitons également du fait que, dans le rapport d'étape de cette année sur la mise en œuvre du Plan d'action, figurent une évaluation quantitative et une liste des domaines prioritaires où il convient de déployer plus d'efforts.

L'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi demeure une source de vive préoccupation, en particulier pour les pays voisins, en raison des rejets d'eau contaminée en mer et de leurs conséquences potentielles sur le milieu marin. Ma délégation salue les efforts déployés par le Gouvernement japonais afin de partager les informations pertinentes avec la communauté internationale. Tout en notant que l'Agence a pris les bonnes mesures en vue d'encourager la coopération internationale en la matière, nous l'exhortons à renforcer sa coopération avec le Gouvernement japonais, afin de lui fournir l'assistance nécessaire dans toute la mesure possible.

Les activités de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire ont abouti à des réalisations importantes au cours de l'année écoulée. Ma délégation se félicite de l'organisation très réussie, en juillet par l'Agence, de la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire, ainsi que de l'adoption de la déclaration ministérielle et du document final de la Conférence, qui est un bon point de départ pour nos travaux futurs. Nous nous félicitons également du nouveau Plan sur la sécurité nucléaire pour 2014-2017, qui fait fond sur les faits importants survenus au cours des 10 dernières années et les enseignements tirés de l'expérience.

Grâce aux Sommets sur la sécurité nucléaire, la volonté politique au plus haut niveau continue de se renforcer, ce qui permettra de faire des progrès en matière de sécurité nucléaire dans le monde entier. L'AIEA, en sa qualité de mécanisme universel chargé des questions nucléaires, a un rôle essentiel à jouer pour

que cette dynamique politique se traduise en mesures concrètes.

Je voudrais à présent aborder les questions liées aux garanties. Nous déplorons vivement que plusieurs cas de non-respect des obligations figurent encore à l'ordre du jour de l'Agence, après de nombreuses années d'efforts concertés pour résoudre ces questions. Les questions en suspens relatives aux programmes nucléaires nord-coréens, iraniens et syriens demeurent en particulier des défis de taille pour le régime international de non-prolifération et le système de garanties de l'AIEA.

Ma délégation est particulièrement préoccupée par les activités nucléaires en cours menées par la Corée du Nord, y compris son troisième essai nucléaire du 12 février et le fait qu'en avril, ce pays a déclaré son intention de remettre en marche ses installations nucléaires à Yongbyon. Comme l'indique le Directeur général de l'AIEA dans son dernier rapport, ces actes constituent une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous demandons instamment à la Corée du Nord de respecter pleinement ses obligations en vertu de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la Charte des Nations Unies. Par ailleurs, la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 à l'issue du quatrième cycle de pourparlers à six pays stipule clairement que la Corée du Nord a l'obligation de renoncer à l'ensemble de ses armes et programmes nucléaires existants.

Le rôle de contrôle et de vérification de l'AIEA a toujours été et restera un aspect essentiel du processus de dénucléarisation de la Corée du Nord. Nous nous félicitons des propos du Directeur général affirmant que l'Agence reste disposée à assumer ce rôle. Nous espérons que la coopération entre l'Agence et la communauté internationale se renforcera en vue de la réalisation de cet objectif commun qu'est la dénucléarisation de la Corée du Nord.

Pour terminer, nous tenons à réaffirmer notre plein appui aux activités de l'AIEA. En outre, la République de Corée est heureuse d'être coauteur du projet de résolution A/68/L.10 sur le rapport de l'AIEA.

**M. Elshareef (Soudan) (*parle en arabe*) :** Tout d'abord, je voudrais remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence (voir A/68/324) à l'Assemblée générale. Je me félicite des plans et programmes élaborés par l'Agence, tels que décrits dans

le rapport, pour accroître les transferts de technologie à des fins pacifiques, maintenir un système universel de sûreté nucléaire et promouvoir la sécurité des installations nucléaires.

Je voudrais attirer l'attention sur le rôle de plus en plus important que joue l'Agence, en particulier dans le domaine de la coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de développement.

Le Soudan attache une grande importance au traitement, dans le rapport, de la question de l'application des technologies nucléaires au renforcement de la sécurité alimentaire, de même qu'aux techniques perfectionnées de lutte contre les insectes et à la gestion efficace des ressources en eau, ainsi qu'aux technologies liées à l'élaboration des systèmes modernes d'irrigation destinés aux projets agricoles à grande échelle et aux grands espaces. À cet égard, le renforcement de la coopération entre l'Agence et l'UNICEF dans les domaines de l'éducation et de l'agriculture, et entre l'Agence et l'Organisation mondiale de la santé, revêt une importance particulière.

L'aide accordée aux pays en développement pour qu'ils mettent au point leurs propres systèmes techniques nationaux complète les efforts déployés par l'Agence pour mettre en œuvre des programmes et des plans de coopération technique. Nous espérons que cette coopération s'inscrira dans le cadre des programmes sanitaires de l'Agence et qu'elle permettra d'appuyer les programmes régionaux et continentaux de lutte contre les moustiques vecteurs du paludisme et les maladies les plus meurtrières en Afrique. Le continent pourra ainsi mettre sur pied des programmes socioéconomiques et de développement et, en particulier, réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement arrêtés au niveau international.

Ma délégation souligne le droit de tous les États, y compris mon pays, d'élaborer des programmes de recherche et de production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément à leurs obligations et aux termes de référence internationaux. Ma délégation souligne également que les États doivent s'abstenir d'exercer des pressions sur l'Agence ou de s'ingérer dans ses activités s'ils veulent en protéger la crédibilité et le rôle capital. Nous appelons donc au respect des principes d'équité et de justice dans le règlement des problèmes vis-à-vis de certains États dans ce domaine, par la voie du dialogue et de la négociation, en vue de parvenir à des solutions adéquates.

D'un autre côté, ma délégation tient à souligner qu'elle appuie fermement toutes les régions géographiques aspirant à se déclarer zones exemptes d'armes nucléaires sur la base des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui constitue l'un des piliers fondamentaux du dispositif international de paix et de sécurité. Sur cette prémisse, nous sommes profondément préoccupés par le fait que la région du Moyen-Orient ne s'est pas rapprochée de cet objectif. Cette situation dure depuis des décennies du fait de l'opposition d'Israël, seul État doté d'armes nucléaires dans la région, qui refuse de soumettre ses installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'AIEA et continue de faire fi des appels répétés de la communauté internationale à cet égard. Il est indispensable, pour éliminer les tensions au Moyen-Orient, qu'Israël adhère au Traité et à son Protocole additionnel, ce qui pourrait permettre d'ouvrir la voie au renforcement de la sécurité régionale ainsi qu'au maintien de la paix internationale.

Mon pays espère avec le même degré d'enthousiasme que l'Agence continuera d'appuyer le droit des pays en développement d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques tout en veillant à exercer un contrôle intégral sur ces activités. Notre conviction est basée sur le fait que la production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques pourrait faire considérablement progresser le développement du fait du faible coût de la production d'électricité et d'autres sources d'énergie. Le coût croissant des sources d'énergie de substitution pousse les pays en développement à chercher des moyens plus rapides et plus efficaces de résoudre leurs problèmes énergétiques. Nous sommes intimement persuadés qu'une assistance et une coopération accrues des pays développés aux pays en développement dans le domaine des sources d'énergie alternatives permettraient de réduire les risques inhérents au recours à l'énergie nucléaire. Il est logique que l'AIEA incite les pays développés à coopérer à cet égard avec les pays en développement.

En conclusion, ma délégation se félicite des efforts déployés par l'Agence et de nombreux pays développés en vue de promouvoir la coopération avec les États africains autour de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, notamment dans les domaines de la santé et de la médecine, ainsi que de projets portant sur les énergies de substitution, en vue de favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

**M. De Vega** (Philippines) (*parle en anglais*) : Conscientes du rôle crucial joué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en tant que principale instance multilatérale chargée de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, les Philippines accueillent avec satisfaction le rapport de l'AIEA (voir A/68/324) et appuient pleinement les efforts visant à réaliser les nobles objectifs de l'Agence.

Les Philippines souhaitent une chaleureuse bienvenue au le Brunéi Darussalam, nouveau membre de l'AIEA, et se félicitent de l'adhésion récente du Viet Nam à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs.

Nous apprécions les différents programmes de coopération technique mis en place par l'Agence dans divers domaines ayant trait à notre développement économique. L'importance du rôle que joue l'AIEA dans la promotion de la coopération internationale aux fins de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est largement reconnue dans le monde entier.

Les Philippines appuient fermement la création de zones exemptes d'armes nucléaires comme moyen de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, nous avons créé la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est. Les Philippines demandent instamment aux États dotés d'armes nucléaires d'adhérer le plus tôt possible, sans formuler de réserves, au Protocole y relatif.

Les Philippines se félicitent de l'adoption récente par consensus par la Première Commission du projet de résolution A/C.1/68/L.39, sous le titre « Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) », et du fait que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont parrainé ce projet de résolution.

S'agissant du Moyen-Orient, les Philippines continuent sans relâche d'appeler le Secrétaire général et la communauté internationale à déployer les plus grands efforts pour convoquer sans plus attendre une conférence aux fins de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

La demande d'énergie croissante au niveau mondial a attisé l'intérêt pour l'énergie nucléaire, ce qui signifie que les préoccupations liées à la sûreté et à la sécurité augmenteront également et doivent être dûment

prises en considération. Les Philippines appuient la mise en œuvre du Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA. Nous prenons note des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action, avec l'entière coopération des États Membres, et en particulier dans les questions d'évaluation de la sûreté dans le monde sur la base des enseignements retenus de l'accident de Fukushima.

Aux Philippines, le Plan national de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence radiologique est actuellement examiné par le Conseil national de réduction et de gestion des risques en vue d'y intégrer les enseignements tirés de l'accident de Fukushima et de permettre la mise en œuvre du Plan au niveau local. D'après nous, un de ces enseignements est la nécessité d'établir un réseau en ligne de stations de surveillance de la radioactivité sur l'ensemble du territoire. À cet effet, nous comptons sur l'assistance de l'AIEA pour mettre en place un réseau de huit stations, pouvant être élargi pour comprendre jusqu'à 16 stations afin de couvrir chaque région du pays.

Conscientes de l'importance de la coopération régionale pour le contrôle réglementaire, les Philippines se félicitent de la création du réseau d'organismes de réglementation de l'énergie nucléaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et appuient pleinement la réalisation de ses buts et objectifs. En juillet, les Philippines ont accueilli l'atelier régional du Réseau asiatique de sûreté nucléaire sur l'analyse de sûreté intégrée, déterministe et probabiliste, pour la gestion des risques liés aux centrales nucléaires. Les Philippines ont en outre récemment accueilli, en octobre, un deuxième atelier régional sur la mise en œuvre des prescriptions générales de sûreté de l'AIEA, troisième partie.

S'agissant de sécurité nucléaire, nous rappelons que la première Conférence internationale sur la sécurité nucléaire de l'AIEA, organisée en juillet dernier, a été un succès et a permis aux États membres d'échanger leurs vues sur les nouvelles tendances et d'envisager des objectifs pour les efforts internationaux en matière de sécurité nucléaire. Nous espérons que, grâce l'élaboration du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2014-2017 de l'AIEA, ces objectifs seront intégrés à des programmes concrets.

Les Philippines reconnaissent l'importance déterminante de la sécurité nucléaire et considèrent qu'il s'agit d'un élément qui favorise l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques plutôt qu'il ne l'entrave. Nous voudrions donc souligner que le projet

relatif au conditionnement des sources radioactives de haute activité usées a été mené à bien. Ce projet a été exécuté dans le cadre d'une coopération trilatérale entre les Philippines, l'Afrique du Sud et l'AIEA. Nous remercions l'AIEA et les pays donateurs au Fonds pour la sécurité nucléaire d'avoir financé ce projet.

Les Philippines considèrent que l'AIEA continue de jouer un rôle important pour aider les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par l'entremise de son programme de coopération technique et de ses différentes activités en matière d'applications nucléaires. Pour contribuer à la coopération technique, les Philippines ont accueilli plusieurs ateliers et cours de formation, y compris, en septembre, le cours de formation régional sur l'utilisation des techniques nucléaires et isotopiques dans l'évaluation de l'utilisation efficace des engrais et des ressources en eau et, en avril, le cours de formation régional sur le radiotraitement de base des polymères, l'accent étant mis sur les polymères greffés sous l'action des rayonnements.

Les Philippines organisent également deux activités ce mois-ci : la réunion d'examen à mi-parcours de l'appui à la surveillance durable de la pollution de l'air grâce à des techniques d'analyse nucléaire, et l'atelier sur l'examen de l'état d'avancement de la mise en pratique des guides de formation clinique de l'AIEA.

Les Philippines établissent un lien entre la réalisation de leur programme de développement, d'une part et les objectifs d'une croissance qui profite à tous et la responsabilité écologique envers les générations présentes et futures, d'autre part. Pour assurer l'efficacité de ce programme, nous reconnaissons le rôle important des sciences et technologies dans la réalisation des OMD.

Dans le domaine de la médecine nucléaire, l'assistance de l'AIEA a permis aux Philippines d'installer une usine de production de générateurs de technétium 99, ce qui met désormais les procédés nucléaires utilisant le technétium 99 à la portée de tous. Les Philippines ont récemment inauguré leur première installation de production de générateurs de technétium 99, qui devrait permettre de réduire de moitié le nombre d'actes effectués dans les hôpitaux, et de rendre ainsi les tests de dépistage plus abordables, plus rapides et plus accessibles à une plus grande partie de la population.



Les Philippines félicitent l'AIEA pour les travaux importants qu'elle mène dans le cadre du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie. Nous encourageons les États membres et les institutions financières à faire des dons généreux à ce Programme.

En matière de pollution marine et côtière, les Philippines ont été chargées de coordonner et de gérer la base de données sur la radioactivité marine dans la région Asie-Pacifique, une base de données en temps réel qui sert à surveiller les zones marines des pays de la région.

En conclusion, l'AIEA est aux prises avec de nombreux défis et problèmes rendus complexes par les réalités politiques. Les Philippines considèrent néanmoins que nous ne pouvons pas laisser de tels problèmes remettre en cause les gains acquis. Nous entendons travailler avec l'Agence et les États membres dans un esprit de respect mutuel, de transparence et de dialogue constructif.

**M. Guerber** (Suisse) : L'année écoulée s'est à nouveau révélée très importante pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La Suisse souhaiterait tout d'abord féliciter le Directeur général, M. Amano, pour sa réélection à la tête de l'Agence. Des défis majeurs attendent l'AIEA; parmi ceux-ci, la Suisse souhaiterait en souligner trois.

Tout d'abord, la Suisse salue l'organisation par l'AIEA de la Conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire, en juillet. Cette conférence fut un succès et s'est conclue par l'adoption d'une déclaration finale substantielle. Par ailleurs, elle a souligné une fois de plus l'importance de l'Agence dans son rôle de coordination des différents forums internationaux traitant de sécurité nucléaire. Assurer la pérennité des efforts de l'AIEA sur cet axe constitue un des défis pour les années à venir.

Un deuxième élément important fut la présentation par le secrétariat de l'AIEA de son rapport sur la conceptualisation et la mise en place de l'application des garanties au niveau de l'État, le dénommé « concept de contrôle au niveau de l'État ». Ce rapport a fait l'objet d'intenses discussions lors des séances du Conseil des gouverneurs et lors de la dernière Conférence générale de l'AIEA. La Suisse, qui est en faveur de tout effort visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité des garanties, a soutenu la réflexion du secrétariat par l'organisation de divers séminaires. Elle continuera de suivre attentivement les développements et discussions dans ce domaine, notamment en vue du

document complémentaire qui sera soumis au Conseil des gouverneurs avant la cinquante-huitième session de la Conférence générale de l'AIEA en 2014. Le résultat de l'ensemble de ces discussions pourrait marquer une étape importante dans l'évolution du système de garanties de l'Agence.

Enfin, le troisième élément que la Suisse souhaiterait soulever est la nouvelle atmosphère qui semble marquer la reprise des négociations sur le dossier nucléaire iranien. Le règlement satisfaisant de ce dossier – dans lequel l'AIEA joue un rôle essentiel – ne pourra que contribuer favorablement au renforcement du rôle de l'Agence dans la lutte globale contre la prolifération nucléaire et, en conséquence, de sa contribution à la stabilité internationale. La Suisse, qui a hébergé les deux dernières rencontres entre l'Iran et les gouvernements des E3+3, soutiendra tout approche diplomatique de ce dossier.

**M. Dato Muda** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à saisir cette occasion pour remercier M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence (voir A/68/324), qui couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012. Je félicite également M. Amano de sa reconduction au poste de Directeur général et espère qu'il continuera de faire preuve de détermination et de leadership à la tête de l'Agence.

La Malaisie souhaite la bienvenue aux Bahamas, au Brunei Darussalam et au Swaziland, nouveaux États membres de l'AIEA en 2013. Ma délégation croit au renforcement et à l'universalisation de la composition de l'Agence, afin qu'elle puisse s'acquitter efficacement de son mandat. À cet égard, nous sommes heureux de constater que, malgré des ressources limitées par les difficultés économiques, l'Agence a poursuivi ses travaux comme prévu.

Comme le soulignent le rapport de l'AIEA et la déclaration du Directeur général, le travail de l'Agence continue de garder toute son importance cette année. La croissance continue de l'utilisation de l'énergie nucléaire, en particulier en Asie, exigera une grande part de l'attention et des ressources de l'AIEA. Il est de plus en plus souvent remédié aux défis alimentaires, sanitaires et environnementaux mondiaux par le biais d'applications civiles de la technologie nucléaire, y compris celles facilitées par l'Agence. À la suite de l'incident de Fukushima, l'AIEA a également joué un rôle crucial grâce à diverses initiatives de sûreté et de

sécurité nucléaires. En même temps, elle continue de fournir une coopération technique pour le développement des capacités des États membres d'utiliser la technologie nucléaire à des fins de développement.

La Malaisie estime que le droit souverain d'utiliser l'énergie nucléaire va de pair avec l'obligation de veiller à son utilisation d'une manière sûre, sécuritaire et pacifique. Nous améliorons notre cadre réglementaire et sommes actuellement en train de revoir les lois pertinentes en vue de promulguer une législation nucléaire complète qui comprendra des dispositions relatives à la sûreté, à la sécurité et aux garanties nucléaires, et permettra la ratification des instruments nucléaires internationaux pertinents, y compris sur la responsabilité nucléaire.

Nous nous félicitons du succès de la Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle, qui s'est tenue à Saint-Petersbourg du 27 au 29 juin. Il s'est agi d'une initiative opportune prise par l'Agence et la Fédération de Russie, car la rapidité du développement socioéconomique a entraîné une augmentation de la demande d'énergie nucléaire en tant qu'option fiable et durable pour le bouquet énergétique. La délégation malaisienne à cette Conférence, présidée par le Ministre de l'énergie, des technologies vertes et de l'eau, a pris bonne note des différentes approches sur les programmes nucléaires proposées au cours de la Conférence. Nous croyons que toutes les décisions en faveur d'un programme nucléaire doivent être fondées sur les besoins d'un pays, le consentement de ses habitants, l'environnement, l'état de préparation en termes d'infrastructures et de ressources humaines, et la situation politique.

Ma délégation reconnaît également l'importance de la coopération régionale pour le contrôle de la réglementation nucléaire. Ces derniers mois, nous avons rejoint nos voisins de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en vue de mettre en place le Réseau d'organismes de réglementation des activités nucléaires des organismes de réglementation nucléaire ou autorités compétentes de l'ASEAN (ASEANTOM). À cet égard, la Malaisie remercie la Thaïlande d'accueillir la première réunion de l'ASEANTOM, du 2 au 5 septembre. Nous espérons tous que ces efforts finiront par contribuer à l'objectif visant à ce que l'Asie du Sud-Est reste une zone exempte d'armes nucléaires.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires autorise les États parties à avoir accès à la technologie nucléaire, prévoit l'échange des

connaissances nucléaires et des informations scientifiques, et encourage la coopération entre les États afin de développer des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. À cet égard, ma délégation apprécie hautement le rôle que joue l'AIEA pour aider les États à planifier et à utiliser les sciences et la technologie nucléaires à des fins pacifiques.

La Malaisie continue d'accorder une grande importance à l'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires dans l'agriculture, la biotechnologie, l'industrie, l'environnement et les applications médicales. Dans ce contexte, nous avons toujours cru que la recherche et le développement et le partage des connaissances sont les clés d'une mise au point réussie et viable de la technologie nucléaire par les États membres. Nous attachons donc une grande importance aux projets menés actuellement dans le cadre des activités de recherche coordonnée de l'Agence. Au vu de l'importance des sciences nucléaires de l'AIEA et des laboratoires d'applications pour le soutien aux activités scientifiques nucléaires, en particulier dans les pays en développement, la Malaisie souhaite étendre son soutien à la modernisation prévue des laboratoires. Nous pensons que ce serait une excellente occasion pour les scientifiques et les chercheurs malaisiens d'acquérir une formation et une expérience pratique.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de la sûreté et la sécurité nucléaires, que ma délégation a toujours considérée de la plus grande importance. La Malaisie reconnaît les efforts continus déployés par l'AIEA pour renforcer le régime de sûreté nucléaire et mettre en œuvre le Plan d'action sur la sûreté nucléaire après l'accident nucléaire de Fukushima. De concert avec le Japon, nous avons coprésidé la Conférence ministérielle de Fukushima sur la sûreté nucléaire en décembre 2012. Nous avons toujours demandé que la question de la sûreté nucléaire soit examinée dans un contexte multilatéral, conformément aux normes internationalement reconnues, dans lequel l'AIEA joue un rôle central. La Conférence a été une étape importante à cet égard.

La Malaisie se félicite également du succès de la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire, tenue à Vienne du 1<sup>er</sup> au 5 juillet. Cet événement a été l'occasion pour l'Agence et ses États membres de s'engager de nouveau à établir un régime plus efficace de sécurité nucléaire dans le monde. Toutefois, ma délégation tient à rappeler que la question de la sécurité nucléaire ne devrait pas être considérée isolément,

mais doit être abordée dans le contexte plus large du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

En Malaisie, nous avons établi notre propre régime national de sécurité nucléaire grâce à diverses mesures. Nous avons renforcé l'infrastructure de sécurité nucléaire, notamment les capacités de détection de nos principaux points d'entrée et de nos frontières internationales. Nous y avons ajouté des procédures opérationnelles standards et un système de coordination nationale entre les différents ministères et organismes de répression. L'AIEA a pris note de nos efforts, et l'Agence reconnaît désormais la Malaisie comme un centre national d'appui à la sécurité, avec un rôle et une capacité au niveau de la région. À cette fin, la Malaisie est prête à partager ses expériences avec d'autres États membres dans la mise en place d'un régime national de sécurité nucléaire.

Pour ce qui est du programme de coopération technique de l'Agence, la Malaisie réaffirme sa position de longue date qu'il doit être fondé sur les besoins et les demandes des États membres. En tant que tel, le programme doit tenir compte de deux facteurs, à savoir, l'évolution des besoins des parties prenantes nationales et la nécessité d'un financement adéquat, durable et régulier.

Néanmoins, la Malaisie poursuit la mise en œuvre active de projets de coopération technique nationaux et de projets régionaux d'arrangements de coopération dans le cadre du cycle actuel. Nous avons également contribué au programme en fournissant une formation, notre expertise et des contributions en nature aux autres États membres. La Malaisie s'est également vu confier la responsabilité d'accueillir le cours de formation post universitaire de l'AIEA sur la protection contre les rayonnements. Cependant, selon nous, l'évaluation des progrès d'un projet repose principalement sur les limites en matière de dépenses ou de ressources. Ma délégation est d'avis que l'évaluation doit prendre en considération tous les paramètres mesurables du projet, en particulier son impact global par rapport aux objectifs fixés.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Un État Membre a demandé à exercer son droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations au titre de l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à

cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

**M. Ri Tong Il** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Suite aux remarques formulées par le représentant de la Corée du Sud, la délégation de la République populaire démocratique de Corée tient à préciser sa position. Dans sa déclaration, le représentant a fait référence à trois questions.

Premièrement, concernant les essais nucléaires réalisés par la République populaire démocratique de Corée, tout le monde sait que la République populaire démocratique de Corée a procédé avec succès à un certain nombre d'essais nucléaires, et ce, en réponse aux atteintes à la souveraineté et à la dignité de la République populaire démocratique de Corée, ainsi qu'à la nation et au peuple coréens.

De même, comme chacun le sait parfaitement, nous avons procédé au lancement réussi de satellites à deux reprises l'an dernier, le 1<sup>er</sup> avril et en décembre. Ces deux lancements ont été menés de la manière la plus transparente possible, puisque tous les journalistes et caméramen des grands médias y ont été conviés et qu'ils ont été diffusés en direct et ont respecté les procédures internationales.

En dépit de la transparence et de la légitimité de ces activités, les États-Unis ont mis en doute la nature pacifique du lancement de nos satellites et ont saisi le Conseil de sécurité de cette question. Cette initiative n'est que pure manipulation et utilisation abusive de leurs prérogatives de membre dit permanent du Conseil de sécurité. L'histoire montre qu'à l'exception de la République populaire démocratique de Corée, aucun pays n'a été traité de la sorte pour avoir lancé des satellites.

Rien que l'an dernier, plus de 50 lancements de satellites ont été effectués par des pays ayant des activités spatiales. Mais aucun ne s'est vu suspecter, y compris la Corée du Sud et le Japon, dont les lancements ont suivi le nôtre en décembre dernier. Encore une fois, ces deux pays n'ont suscité aucune interrogation, et le Conseil de sécurité est demeuré silencieux. C'est là un exemple de deux poids, deux mesures. Par conséquent, en réponse à cette violation scandaleuse et systématique de notre souveraineté, de notre dignité et de la fierté

nationale de notre peuple, nous n'avions d'autre choix que de procéder à un troisième essai nucléaire.

Deuxièmement, le représentant de la Corée du Sud a évoqué la résolution du Conseil de sécurité. Encore une fois, cette résolution, comme je l'ai mentionné plus tôt, n'était qu'une manipulation politique de la part d'un des membres permanents du Conseil de sécurité; par conséquent, nous la rejetons totalement.

Troisièmement, le représentant sud-coréen a dit que la République populaire démocratique de Corée devait renoncer sur une base unilatérale à ses armes nucléaires, en vertu de l'obligation et de l'engagement découlant des pourparlers à six. Je voudrais lui recommander d'étudier attentivement le contenu de la Déclaration commune du 19 septembre 2005. Celle-ci prévoit clairement que les principaux protagonistes – à savoir la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis – s'engagent à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires. Mais les

États-Unis n'ont jamais honoré un seul engagement de la Déclaration commune. Par conséquent, je recommande vivement à la Corée du Sud d'examiner soigneusement les conclusions des pourparlers à six, qui stipulent très clairement que le principe « mesure contre mesure » est le seul moyen de procéder.

Voilà donc la réalité de la péninsule coréenne. Il ne s'agit pas d'un problème unilatéral ne concernant que la République populaire démocratique de Corée. Il s'agit d'un problème créé et perpétué par les États-Unis. C'est donc à eux qu'il incombe d'agir en premier. L'hostilité et le chantage ne feront pas bouger la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis doivent faire le premier pas, et la République populaire démocratique de Corée suivra.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur le point 88 de l'ordre du jour pour la présente séance.

*La séance est levée à 13 h 10.*